



Agir :

Recueil de projets et de pratiques qui aident les enfants migrants dans leur transition vers l'âge adulte



Remerciements:

Le présent recueil a été compilé par Laetitia Van der Vennet, responsable de plaidoyer. Elle s'est appuyée sur des recherches préliminaires réalisées par Manuela De Koster, chargée de plaidoyer, et par Hanne Deckmyn, stagiaire en plaidoyer à PICUM. La relecture a été assurée par Michele LeVoy, directrice de PICUM.

Nous remercions les différentes organisations pour le temps qu'elles ont dédié à relire les descriptions figurant dans ce document, ainsi que Lian Martínez Moya, stagiaire à PICUM, pour son aide à la finalisation du présent recueil.

Pour faciliter la lecture, des traductions non officielles de citations et de textes juridiques figurent dans ce document lorsqu'aucune traduction officielle n'était disponible.

© PICUM, 2024

Mise en page : www.chocolatejesus.be

Photo de couverture : Gui França – Unsplash

Traduction : Morgane Delage

Table des matières

Préface	5
Logement et hébergement	8
Anvers (Belgique) : CURANT – Co-habitation et suivi individualisé des dossiers pour des jeunes adultes réfugiés et non accompagnés à Anvers	9
France : Accompagnement et hébergement des mineur-e-s non accompagné-e-s débouté-e-s par les services de protection de l'enfance	10
Italie : Des formes d'accueil alternatives pour les mineur-e-s non accompagné-e-s et les jeunes anciennement non accompagné-e-s	12
Soutien psychosocial, soutien des pairs et aides	14
Vienne (Autriche) : Le projet Connecting People (« Relier les gens ») met en relation des personnes locales, des mineur-e-s non accompagné-e-s et des jeunes personnes réfugiées	15
Athènes (Grèce) : Des soins de santé mentale pour les personnes migrantes, indépendamment de leur statut migratoire, à l'accueil de jour Babel	16
Athènes (Grèce) : Un centre d'accueil spécialisé proposant un soutien holistique	17
Cork (Irlande) : De l'aide gratuite pour les familles et les mineur-e-s récemment arrivé-e-s	19
Stockholm (Suède) : Un centre d'accueil et un espace sûr pour les enfants et les jeunes	20
Suède : Accompagnement des jeunes LGBTQIA indépendamment de leur statut migratoire	21
Placement et après-placement	22
Flandre (Belgique) : Prolongations d'hébergement, placement et accompagnement des personnes en après-placement non accompagnées, indépendamment de leur statut migratoire	23
Irlande : Des placements et après-placements axés sur les mineur-e-s, pour toutes et tous	25
La « débrouille » et l'organisation de l'avenir	28
Belgique : Le développement d'un « modèle d'orientation future »	29
Flandre (Belgique) : Aide holistique des mineur-e-s non accompagné-e-s et des jeunes qui passent à l'âge adulte	30
Eindhoven (Pays-Bas) : Des propositions d'orientation aux anciens mineur-e-s non accompagné-e-s	32
Travail de proximité	34
Paris (France) : S'adresser aux enfants et aux jeunes à la rue et dont l'âge est contesté	35



Solutions pérennes et assistance juridique	36
Union européenne : Orientations relatives aux procédures d'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant en vue d'identifier une solution durable	37
Grèce : Manuels de jurisprudence consacrés aux affaires impliquant des mineur-e-s non accompagnés-e-s	38
Cork (Irlande) : Assistance juridique gratuite pour les adolescent-e-s et les jeunes	39
Participation et émancipation	40
Graz (Autriche) : Offrir une plateforme aux jeunes pour qu'ils puissent donner des formations	41
Toscane et Émilie-Romagne (Italie) : Impliquer les personnes en après-placement dans le plaidoyer en faveur d'un logement adéquat	42
Londres (Royaume-Uni) : Brighter Futures amplifie les voix des jeunes migrant-e-s	43
Échanges transfrontaliers et apprentissage par les pairs	46
UAC Futures : Échange de bonnes pratiques entre la Grèce, l'Espagne et les Pays-Bas	47
U-CARE : Un projet de renforcement des capacités pour les mineur-e-s non accompagnés-e-s bénéficiant d'un placement alternatif	48
Recommandations et stratégies à destination des États	50
Conseil de l'Europe : Recommandation et orientations pour accompagner les mineur-e-s qui atteignent la majorité	51
Catalogne (Espagne) : Stratégie pour l'accueil et l'inclusion des jeunes personnes migrantes non accompagnées	52
Annexe : Ressources complémentaires	54

Préface

Chaque année, à travers l'Europe, des milliers d'enfants migrants fêtent leur dix-huitième anniversaire et leur entrée à l'âge adulte. Ils et elles soufflent leurs 18 bougies en tous lieux : dans des villages, dans des capitales et sous des ponts. Pour beaucoup, cet anniversaire est un point de bascule. À partir de cette date, ils et elles doivent vivre en tant qu'adultes, souvent sans les connaissances et le soutien dont bénéficient leurs pairs. Souvent, cela les oblige à quitter l'endroit où ils vivent. Cela les force à perdre l'aide de professionnels spécialisés, ainsi que toutes les protections contre l'application des lois migratoires dont ils bénéficiaient en tant que mineur-e-s¹.

Pourtant, dans ces mêmes villes et villages où ces jeunes soufflent leurs 18 bougies, des personnes ont décidé d'agir. Elles ont cherché, et trouvé, une myriade de façons d'aider les mineur-e-s et les jeunes qui passent à l'âge adulte dans leurs communautés. En Grèce, à Athènes, l'accueil de jour Babel s'occupe de leurs besoins en santé mentale, tandis que l'association Velos Youth gère un centre d'accueil. En Suède, les jeunes sans papiers peuvent trouver une aide immédiate à Stockholms Stadsmision, ainsi qu'au sein du réseau RFSL Ungdom qui rassemble des jeunes LGBTQI+ issu-e-s de l'immigration. En France, Utopia 56 identifie, nourrit et héberge des mineur-e-s et des jeunes sans papiers ni abri. En Espagne, le gouvernement catalan a mis en place une stratégie spécifique.

Malgré ce travail de terrain impressionnant, il faut

passer à l'échelle supérieure. Tout d'abord, il nous est apparu clairement que nombre de ces projets restent inconnus, alors même que des professionnel-le-s comme des responsables politiques sont en quête d'inspiration et de retours d'expérience. C'est donc la vocation de ce recueil de politiques, de pratiques et de projets, passés et présents, qui aident les mineur-e-s et les jeunes migrants à passer à l'âge adulte. Nous espérons qu'il aidera à mettre en lumière les diverses pratiques existantes qui répondent à différents besoins : santé mentale, soutien des pairs, mentorat, soins formels, après-placement, assistance juridique, « débrouille », régularisation du séjour, échanges transfrontaliers, etc.

Ensuite, l'approche la plus bénéfique pour les mineur-e-s et jeunes migrant-e-s est une approche individualisée, fondée sur leurs besoins. Ce n'est pas une approche centrée sur leur statut migratoire, ni sur le fait qu'ils soient accompagnés ou non. Puisque l'une des plus grandes difficultés rencontrées par beaucoup d'enfants et de jeunes réside dans l'accès à un titre de séjour stable², nous avons privilégié des projets qui les aidaient indépendamment de leur statut migratoire, ou bien qui étaient particulièrement axés sur les mineur-e-s et les jeunes sans papiers. Nous avons également inclus des pratiques qui viennent en aide aux enfants ou aux jeunes qui sont avec leur famille.

Enfin, les enfants migrants et les jeunes qui font leur transition vers l'âge adulte bénéficieraient davantage

1 Pour en savoir plus, voir PICUM, 2022, [18 ans et sans papiers : accompagner les enfants dans leur transition vers l'âge adulte](#) ; Oxfam et Greek Council for Refugees, 2021, [Teach us for what is coming. The transition into adulthood of foreign unaccompanied minors in Europe: case studies from France, Greece, Ireland, Italy, and the Netherlands](#) [Préparez-nous à ce qui va arriver. La transition vers l'âge adulte des mineur-e-s étrangers non accompagnés-e-s en Europe : études de cas en France, en Grèce, en Irlande, en Italie et aux Pays-Bas, en anglais] ; Fondazione ISMU, UNICEF, HCR et OIM, 2019, [At a Crossroads. Unaccompanied and Separated Children in their Transition to Adulthood in Italy](#) [À la croisée des chemins : Les mineur-e-s non accompagnés-e-s ou séparés qui atteignent l'âge adulte en Italie, en anglais]

2 PICUM, 2022, [18 ans et sans papiers : accompagner les enfants dans leur transition vers l'âge adulte](#) ; "Orientation pour les décideurs politiques et les professionnel-le-s sur les mécanismes de régularisation pour les personnes en transition vers l'âge adulte"

de politiques et de pratiques qui permettent activement de relier la fin de l'enfance et le début de l'âge adulte. Des politiques spécifiques, mais harmonisées, sur cette transition devraient garantir que tous les liens soient créés, que l'aide fournie aux adultes s'appuie sur celle qu'ils et elles ont reçue avant leurs 18 ans, et que le soutien aux mineur-e-s continue au début de leur vie d'adulte tout en s'adaptant aux vulnérabilités particulières des enfants migrants et des jeunes qui ont quitté leur placement.

Les pratiques figurant dans le présent recueil, indépendamment de l'échelle de leur mise en œuvre, sont une voie vers un monde où les enfants et les jeunes reçoivent l'aide dont ils et elles ont besoin pour leurs premiers pas dans la vie d'adulte. Nous espérons qu'il inspirera davantage de personnes à l'action, que ce soit par la conception ou la mise en place de projets et de politiques inclusifs qui soutiennent les enfants et les jeunes migrants qui passent à l'âge adulte en fonction de leurs besoins, et non de leur statut migratoire.

Il existe de nombreux projets et de nombreuses pratiques qui aident les enfants et les jeunes (sans papiers) à passer à l'âge adulte en toute sécurité. Si vous en connaissez, n'hésitez pas à nous contacter. Transmettez-nous vos exemples de bonnes pratiques par email : info@picum.org, avec « Transition into adulthood » (Passage à l'âge adulte) en objet.

Glossaire :

« **Atteindre la majorité** » signifie perdre le bénéfice des droits échus aux enfants à l'âge de 18 ans : la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et d'autres mécanismes spécifiques aux mineur-e-s ne s'appliquent plus.

La « **transition vers l'âge adulte** » ou le « **passage à l'âge adulte** » peuvent être compris comme « l'acceptation de nouveaux rôles et de tâches inhérentes à l'acquisition de l'autonomie et de l'intégration sociale, qui aboutissent à la réalisation de l'éducation, la formation, l'emploi, les relations matures et l'indépendance financière et en matière de logement »³.

Une **personne qui a quitté un placement** est un-e mineur-e ou un-e jeune qui était placé-e (hors du domicile parental) pendant son enfance⁴.

Un ou une **mineur-e** ou un **enfant** s'entend comme « tout être humain âgé de moins de 18 ans »⁵.

Une « **personne migrante sans papiers** » vit dans un pays où son séjour n'est pas officiellement reconnu. Beaucoup d'entre elles ont eu des autorisations de séjour grâce à leur travail, leurs études, leur famille ou par le biais de la protection internationale, mais ces documents étaient soit temporaires, soit instables, et leur période de validité a expiré. Les enfants nés de parents sans papiers héritent de leur statut migratoire précaire.

La « **régularisation** » est définie comme tout processus ou toute procédure permettant à quelqu'un d'obtenir un titre de séjour d'une autorité nationale compétente les autorisant à demeurer dans le pays (« régularisation de la situation »). La personne en question dépose une demande depuis le territoire du pays concerné, y compris lorsqu'elle y réside en situation irrégulière, contrairement aux visas et aux permis de travail qui doivent être demandés depuis un autre État.

3 López, M.L., Santos, I., Bravo, A. et del Valle, J.F., 2013, The process of transition to adulthood of young people fostered by the child welfare system [Le processus de transition vers l'âge adulte des jeunes pris en charge par le système d'aide à l'enfance, en anglais] An. Psicol., 29, 187-196 ; cité dans Gulla, F., García-Alba, L., Bravo, A., del Valle, J.F., 2021, *Crossing Countries and Crossing Ages: The Difficult Transition to Adulthood of Unaccompanied Migrant Care Leavers* [Passer d'un pays à l'autre, passer d'un âge à l'autre : La difficile transition vers l'âge adulte des personnes migrantes qui quittent leur placement, en anglais], International Journal of Environmental Research and Public Health, 18, 6935 ; également cité dans PICUM, 2022, *18 ans et sans papiers : accompagner les enfants dans leur transition vers l'âge adulte*

4 OCDE, 2022, *Assisting Care Leavers. Time for action* [Aider les personnes qui ont quitté un placement : Il est temps d'agir, en anglais]

5 Assemblée générale des Nations unies, *Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant*, article 1



Anvers (Belgique) : CURANT – Co-habitation et suivi individualisé des dossiers pour des jeunes adultes réfugiés et non accompagnés à Anvers

Région, ville ou pays	Anvers (Belgique)
Format	Projet
Partenaires concernés	Stad Antwerpen ; Solentra (Solidarité et Trauma) – service psychiatrique de l'UZ Brussel ; JES vzw – « laboratoire urbain » pour les enfants et les jeunes à Anvers, à Gand et à Bruxelles ; Avansa regio Antwerpen6 ; Atlas integratie & inburgering Antwerpen – ONG ; Université d'Anvers
Groupe-cible	Ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s bénéficiant soit du statut de réfugié, soit d'une protection subsidiaire, de 18 à 25 ans.
Site Internet	www.uia-initiative.eu/fr/uia-cities/antwerp www.uia-initiative.eu/fr/operational-challenges/antwerp-curant

Le projet CURANT (2016-2019) visait à proposer des systèmes de cohabitation aux jeunes réfugiés, et à les aider à s'intégrer dans la société. Il était coordonné par le Centre public d'action sociale de la ville d'Anvers, en Belgique, et il était subventionné par le Fonds européen de développement régional (FEDER) par le biais de l'initiative Actions Innovatrices Urbaines.

En 2019, CURANT fournissait des logements abordables dans 66 unités d'hébergement que les personnes réfugiées et leurs colocataires, généralement originaires de Belgique, pouvaient partager. Ce projet a également créé un réseau d'entraide pour les personnes réfugiées. Il a aussi fourni de l'aide et orienté les jeunes dans les domaines du réseau et de l'intégration sociale, de l'éducation, de l'autonomie, de l'apprentissage des langues, des loisirs, du suivi psychologique et de la vie professionnelle.

Le projet était structuré en deux parties :

- Le logement en communauté, dans le cadre d'un système de co-hébergement par le biais duquel une personne réfugiée et un-e (jeune) local-e parlant néerlandais vivaient en colocation. L'objectif était de lancer une relation mutuelle entre ces deux personnes afin d'encourager un processus d'apprentissage informel grâce à leurs interactions sociales spontanées. Ensuite, cela permettait de diversifier le cercle social des personnes réfugiées et de leur colocataire, et d'améliorer le néerlandais des premières. Le projet a mis à disposition 63 unités d'hébergement. Au total, 77 duos réfugié-e/local-e ont vécu ensemble.
- Le suivi individualisé et pluridisciplinaire des dossiers. Le suivi individualisé des dossiers garantissait un encadrement intensif des jeunes personnes réfugiées par les travailleurs sociaux, qui proposaient de l'aide et des orientations personnalisées et centralisées. Ainsi, les jeunes

Logement et hébergement

personnes réfugiées ont pu bénéficier de formations intensives et diversifiées dans des domaines tels que la recherche d'emploi, l'autonomie et les cours de néerlandais ; les loisirs et l'intégration sociale ; et l'orientation vers des voies formelles d'éducation et de travail, ainsi qu'un soutien psychologique professionnel et individualisé. Ce suivi centralisé et pluridisciplinaire visait à créer des voies personnelles, intégrées et circulaires pour les 66 jeunes adultes réfugiés et non accompagnés qui ont participé au projet.

Les partenaires du projet ont estimé que « la continuité du soutien professionnel intensif et les

voies personnalisées qui en ont résulté, axées sur les différents besoins, se sont avérées positives et ont aidé [les jeunes personnes réfugiées] à gagner en compétences »⁷. Ils ont également conclu que la durée de vie de CURANT, qui était limitée à un an, était trop courte pour un grand nombre de jeunes personnes non accompagnées⁸.

Bien que le projet subventionné par le FEDER ait fini en 2019, la mairie d'Anvers a lancé un deuxième projet dans cette veine en septembre 2021. À ce jour, sept nouveaux duos réfugié-e/local-e ont été formés⁹.

France : Accompagnement et hébergement des mineur-e-s non accompagné-e-s débouté-e-s par les services de protection de l'enfance

Région, ville ou pays	Paris et Île-de-France (France)
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Utopia 56, en collaboration avec plusieurs partenaires locaux
Groupe-cible	Mineur-e-s non accompagné-e-s dont l'âge a été contesté et qui, en conséquence, ne reçoivent ni soutien, ni hébergement.
Site Internet	www.utopia56.org/nos-maisons-daccueil/

Voir aussi « Paris (France) : S'adresser aux enfants et aux jeunes sans abri, dans le chapitre sur le travail de proximité

7 Mahieu, R., Van Raemdonck, L. et Prof. Clycq, N., 2019, *Co-housing and case management for unaccompanied young adult refugees in Antwerp (CURANT) Policy Recommendations* [Le co-hébergement et le suivi individualisé des dossiers des jeunes adultes réfugiés et non accompagnés à Anvers (CURANT) – Recommandations en matière de politiques, en anglais], p. 2.

8 Ibid.

9 Sgaragli, F., 2020, *The CURANT project Journal n° 6* [Journal n° 6 du projet CURANT, en anglais], Urban Innovative Actions.

Utopia 56¹⁰ est une organisation citoyenne créée en 2015 pour aider à coordonner les volontaires dans la « jungle de Calais »¹¹, dans le nord du pays. Quand le camp a été démantelé en 2016, l'organisation a transformé son activité et s'est consacrée à l'aide aux personnes migrantes sans abri, indépendamment de leur statut migratoire. En 2017, Utopia 56 a lancé une première initiative citoyenne d'hébergement à destination des enfants à Tours, en Indre-et-Loire¹². Au cours des six années qui ont suivi, plus de 1 700 jeunes et mineur-e-s non accompagné-e-s ont trouvé refuge à Tours¹³.

Le programme Accueillons¹⁴ a été lancé en 2017 ; il s'agit d'une collaboration entre Utopia 56 et Médecins Sans Frontières à Paris. Ces organisations ont fourni un soutien précieux aux mineur-e-s non accompagné-e-s rejeté-e-s par l'aide à l'enfance¹⁵, qui se sont retrouvés sans abri pendant leur recours déposé concernant l'évaluation de leur âge¹⁶. La grande majorité des appels suivis par Utopia 56 s'achèvent sur la reconnaissance du statut de mineur-e-s (plus de 70 % des recours, dont 80 % dans certaines grandes villes comme Lille)¹⁷. Cependant, un recours juridique peut prendre de un à 14 mois¹⁸ avant qu'un arrêt soit rendu, et les mineur-e-s ne

sont ni considéré-e-s comme des mineur-e-s par les services d'aide à l'enfance, ni comme des adultes par le système général, ce qui les laisse sans abri, sans services et sans soutien.

Grâce à un vaste réseau de bénévoles et de membres du personnel, Utopia 56 effectue un travail de proximité et organise depuis 2017 un dîner quotidien en accès libre et en plein air dans le centre de Paris. L'association y identifie les enfants, déjà connus ou non, dans cette situation. Elle y distribue également de la nourriture, des vêtements, des produits d'hygiène et de quoi dormir (draps, sacs de couchage, etc.), et tente de trouver des solutions d'hébergement pour la nuit. Utopia 56 répond aux questions des enfants et les redirige vers le centre de Médecins Sans Frontière à Pantin, en banlieue de Paris, afin qu'ils y reçoivent une aide juridique et médicale si nécessaire.

Quelques enfants sont hébergés dans des maisons d'accueil gérées par Utopia 56 en attendant le résultat de leur recours. Jusqu'en décembre 2023, Utopia 56 avait cinq maisons d'accueil, chacune spécialisée dans un besoin particulier. La « maison de Bobigny », gérée en collaboration avec Médecins du Monde, pouvait héberger jusqu'à 10 filles non

10 Utopia 56, Notre Histoire, page Internet [consultée le 1^{er} février 2024] ; Utopia 56, Notre Organisation, page Internet [consultée le 1^{er} février 2024].

11 La région a une longue histoire de camps formels et informels, créés pour et par des personnes migrantes. La « jungle de Calais », alors connue sous le nom de « Camp de la Lande », était un camp informel installé dans une ancienne décharge entre janvier 2015 et octobre 2016. Malgré son démantèlement à la fin de l'année 2016, des camps informels similaires existent toujours dans la région. Pour plus d'informations sur les événements jusqu'en 2016, voir BBC, 24 octobre 2016, [The history of the Calais 'Jungle' camp and how it's changed since 1999](#) [L'histoire de la « jungle » de Calais et son évolution depuis 1999, en anglais, consulté le 10 juillet 2024]. Pour en savoir plus sur les conditions de vie depuis cette date, voir par exemple Human Rights Watch, 2021, [Enforced misery. The degrading treatment of migrant children and adults in Northern France](#) [La misère forcée : Les traitements dégradants infligés aux enfants et adultes migrants dans le nord de la France, en anglais]

12 Utopia 56, [Nos Maisons, Tours, page Internet](#) [consultée le 1^{er} février 2024].

13 Échange par email avec Utopia 56, 25 juin 2024.

14 Utopia 56, [Nos Maisons, Tours, page Internet](#) [consultée le 1^{er} février 2024]. Utopia 56, 1^{er} octobre 2023, [Jeunes à la rue : 40 mineurs survivent dans la rue à Lille](#) [consultée le 1^{er} février 2024].

15 Aide sociale à l'enfance (ASE).

16 Les jeunes non accompagnés qui se déclarent mineur-e-s voient souvent leur âge contesté et doivent passer une évaluation de l'âge. Les méthodes utilisées dans cette procédure sont discutables. En outre, bien qu'ils et elles puissent déposer un recours auprès du juge des enfants (c'est un appel administratif), ce recours n'a pas d'effet suspensif. L'enfant se retrouve donc à la rue. Voir par exemple UNICEF, Communiqué de presse, 13 juin 2023, [« La procédure de détermination de l'âge des mineurs isolés étrangers doit être en conformité avec la Convention internationale des droits de l'enfant »](#) [consultée le 1^{er} février 2024].

17 Échange par email avec Utopia 56, 25 juin 2024 ; voir aussi Utopia 56, 1^{er} octobre 2023, [Jeunes à la rue : 40 mineurs survivent dans la rue à Lille](#) [consultée le 1^{er} février 2024].

18 Échange par email avec Utopia 56, 25 juin 2024.

accompagnées afin de les protéger de la traite des êtres humains. Deux maisons à Sevran pouvaient accueillir jusqu'à 10 enfants chacune, pour des besoins médicaux¹⁹. La « maison Grand Nord », dans le nord de la France, venait en aide aux enfants qui traversaient la région. L'équipe de cette maison fournissait des informations juridiques sur les différentes options qui s'ouvraient aux enfants : les voies de migration régulières vers le Royaume-Uni, les risques d'une traversée en situation irrégulière, et les moyens de s'installer en France. Enfin, la maison de Tours accueillait jusqu'à 14 jeunes non accompagnés.

En raison du grand nombre de mineur-e-s non accompagné-e-s et sans abri en attente du résultat de leur appel, et de leur extrême vulnérabilité, des bénévoles

d'Utopia 56 ont parfois occupé des écoles vides et d'autres types d'établissements afin d'héberger de grands groupes²⁰.

Les équipes d'Utopia 56 proposent également une aide plus générale aux mineur-e-s non accompagné-e-s, en les aidant à s'inscrire à l'école et en organisant des sorties.

L'association gère également des hébergements d'urgence dans des logements privés, grâce à un réseau de personnes qui ouvrent leur maison sur la base du bénévolat²¹.

Italie : Des formes d'accueil alternatives pour les mineur-e-s non accompagné-e-s et les jeunes anciennement non accompagné-e-s

Région, ville ou pays	Italie
Format	Programme/service
Partenaires concernés	CIDIS
Groupe-cible	Mineur-e-s non accompagné-e-s et ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s
Site Internet	www.cidisonlus.org/lavoroper/giovani-migranti-soli/

Cidis Impresa Sociale ETS²² est une organisation à but non lucratif fondée en 1987. Elle travaille en Italie et dans l'ensemble de l'Europe à garantir l'égalité

des droits et des opportunités pour les personnes migrantes. Dans ce but, CIDIS gère des activités dans quatre régions italiennes : la Campanie, la

19 Les maisons de Bobigny et de Sevran sont en région parisienne.

20 France Info, 5 avril 2023, [Des mineurs isolés occupent une école désaffectée du XVI^e arrondissement de Paris pour "faire respecter leurs droits"](#) [consultée le 6 juin 2024].

21 À Paris, ce type d'hébergement d'urgence est souvent proposé aux familles sans papiers ni abri avec de jeunes enfants, et aux femmes enceintes.

22 CIDIS, [Chi Siamo](#), page Internet [consultée le 1^{er} février 2024].

Calabre, le Latium et l'Ombrie. L'un des programmes de CIDIS, *Giovani migranti soli*²³ (« Jeunes seuls et migrants »), est dédié au bien-être des mineur-e-s non accompagné-e-s et des ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s²⁴.

Pour répondre aux besoins des mineur-e-s non accompagné-e-s, CIDIS propose plusieurs formes d'hébergement. Par exemple, CIDIS gère des hébergements semi-indépendants à destination des mineur-e-s non accompagné-e-s qui approchent de leur dix-huitième anniversaire. Cela leur permet de s'habituer à l'indépendance tout en recevant le soutien nécessaire. CIDIS gère cinq petits appartements accrédités, ainsi que l'accueil (SAI²⁵) des mineur-e-s non accompagné-e-s à Caserte, en Campanie²⁶. Ce projet fournit de la nourriture et un hébergement, mais aussi un panel de services destinés à les aider à s'intégrer socialement et économiquement²⁷. Grâce à une orientation et à une aide personnalisées, CIDIS soutient 35 mineurs non accompagnés vivant dans les cinq appartements. Lorsqu'ils et elles passent à l'âge adulte, CIDIS les guide et les aide à trouver un emploi, un logement et une assurance santé psychosociale. Elle s'assure également que les jeunes qui ont dépassé l'âge pour bénéficier de ses hébergements disposent d'un filet de sécurité.

CIDIS organise également des orientations en famille d'accueil pour les mineur-e-s non accompagné-e-s. Elle sélectionne les familles, les forme et leur attribue les enfants avec lesquelles le courant passera au mieux. CIDIS privilégie les familles d'accueil aux autres méthodes d'accueil, car elle estime que cette solution offre un soutien pratique et émotionnel plus efficace aux enfants concernés. Enfin, l'association forme et aide les tuteurs-trices bénévoles.

Par le biais de ces initiatives, CIDIS tente de créer un environnement où les mineur-e-s non accompagné-e-s se sentent écouté-e-s. Ce faisant, elle leur ouvre un avenir stable au moment de leur transition vers l'âge adulte.

23 CIDIS, [Giovani Migranti Soli](#), page Internet [consultée le 1^{er} février 2024].

24 CIDIS fournit également un soutien indispensable dans plusieurs domaines, dont l'aide juridique, l'éducation, la formation professionnelle et la recherche d'emploi, en vue d'autonomiser les jeunes. Leur approche favorise également la citoyenneté active, en encourageant les participations à des activités bénévoles, sportives, artistiques et ludo-éducatives.

25 'Sistema di Accoglienza e Integrazione' (SAI), le « système d'accueil et d'intégration » italien.

26 CIDIS, [SAI per Minori Stranieri Non Accompagnati del Comune di Caserta](#), page Internet [en italien, consultée le 1^{er} février 2024].

27 Ces « voies d'inclusion socioéconomique » comprennent un accompagnement pour naviguer sur le marché du travail et pour trouver un emploi, des formations et une aide à l'inclusion sociale.



Soutien psychosocial, soutien des pairs et aides

Vienne (Autriche) : Le projet Connecting People (« Relier les gens ») met en relation des personnes locales, des mineur-e-s non accompagné-e-s et des jeunes personnes réfugiées

Région, ville ou pays	Autriche (siège à Vienne)
Format	Projet
Partenaires concernés	asylkoordination österreich & connecting people
Groupe-cible	Mineur-e-s non accompagné-e-s et jeunes personnes réfugiées
Site Internet	www.connectingpeople.at

Le projet Connecting People vise à combler certaines lacunes vécues par les mineur-e-s non accompagné-e-s qui vivent en Autriche : le besoin de soutien émotionnel, les relations sociales et de l'accompagnement dans la vie de tous les jours. Pour ce faire, il met en relation des pat:innen (des personnes locales) avec des mineur-e-s non accompagné-e-s²⁸. Ces personnes locales (adultes) aident les enfants de plusieurs manières : en leur donnant du temps et de l'attention, en leur proposant un soutien éducatif, en passant du temps libre ensemble ou en les aidant dans leurs démarches administratives. Elles aident également l'enfant/le jeune lorsqu'il ou elle doit interagir avec l'État, par exemple pendant des entretiens avec les responsables de l'asile, en gardant contact avec l'administration scolaire et/ou avec le personnel de l'hébergement d'accueil, etc. Des activités de groupe pour les enfants, les jeunes et leurs référents locaux, comme du sport, des piques-niques et des visites de festivals de musique, sont aussi organisées.

Les référents locaux cherchent à construire une relation stable et de long terme avec l'enfant, de manière à ce que ce dernier se sente davantage accepté et accueilli en Autriche. Bien que ce soutien

ne soit pas spécifiquement prévu pour la transition vers l'âge adulte, il peut commencer avant ou après le dix-huitième anniversaire. Il continue pendant l'âge adulte et aide l'enfant ou le jeune à prendre ses marques et à bâtir son avenir.

Le projet Connecting People recrute, forme et aide les référents locaux, et les met en relation avec les mineur-e-s non accompagné-e-s²⁹. Depuis 2001, l'association a créé des groupes pouvant aller jusqu'à 30 référents³⁰. Tout d'abord, des sessions d'information sont organisées pour les personnes intéressées. Pendant ces échanges, les attentes et les motivations liées au projet sont posées clairement. Après leur entrée officielle dans le projet, les référents locaux suivent 12 heures de formation. Cette dernière aborde des sujets tels que la législation liée à l'asile, la situation globale des mineur-e-s non accompagné-e-s, l'accueil et l'hébergement.

Les référent-e-s sont encadrés de plus près pendant leur première année : ils et elles assistent à des réunions régulières avec leurs pairs pour partager leurs expériences et s'entraider. En outre, des soirées thématiques sont organisées pour tous les groupes de référents. Ils et elles peuvent également demander

28 Connecting people, [Projekt](#), page Internet [en allemand, consultée le 1^{er} février 2024].

29 Connecting People, [Inhalt and Ziele](#), page Internet [en allemand, consultée le 1^{er} février 2024].

30 Connecting People, [Projekt](#), page Internet [en allemand, consultée le 1^{er} février 2024].

des conseils juridiques et sociaux à des spécialistes, et bénéficier d'une supervision³¹.

La sélection des enfants et des référents se fait en collaboration avec les instituts de soin et d'hébergement³². Les mineur-e-s en structure reçoivent une explication du rôle des référents, et peuvent choisir de participer ou non au programme. Les souhaits, ressources et expériences passées des enfants comme

des référents sont pris en compte au moment de la création des duos. Des centres d'intérêt partagés sont un bon point de départ pour favoriser les liens.

Ce projet est subventionné par le Fonds social de Vienne et par le ministère des Affaires sociales, et un tiers des fonds sont levés grâce à des dons³³.

Athènes (Grèce) : Des soins de santé mentale pour les personnes migrantes, indépendamment de leur statut migratoire, à l'accueil de jour Babel

Région, ville ou pays	Athènes, Grèce
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Accueil de jour Babel
Groupe-cible	Personnes migrantes, majeures comme mineures, indépendamment de leur statut migratoire ; spécialistes qui travaillent avec des personnes migrantes.
Site Internet	www.babeldc.gr

Créé en 2007, Babel (Βαβέλ)³⁴ a pour vocation de proposer des soins de santé mentale aux personnes migrantes (enfants, adolescents et adultes), indépendamment de leur statut migratoire. Le travail du centre est axé sur les services de santé mentale, notamment des évaluations des besoins, des diagnostics, des séances de conseil et de la psychothérapie. L'équipe³⁵ rassemble des psychiatres, des psychologues et des thérapeutes spécialisés dans l'accompagnement des personnes d'âges différents. Le centre a adopté un plan de

thérapie individualisée, qui repose sur l'équilibre entre le contexte et la personne qui demande de l'aide. La priorité est donnée à celles et ceux qui ne parviennent pas à accéder à des services de thérapie classiques, notamment aux personnes sans papiers et aux personnes qui ne parlent pas encore bien le grec. Pour ce faire, Babel propose une interprétation simultanée en français, lingala, kurde (kurmandji), farsi, ukrainien et russe, et certains de ses praticiens parlent italien, espagnol, serbe, français et/ou anglais, en plus du grec.

31 Connecting people, [Projekt](#), page Internet [en allemand, consultée le 1^{er} février 2024].

32 Soit des instituts d'hébergement et de soin pour les mineur-e-s réfugié-e-s et non accompagné-e-s, soit des structures d'accueil qui logent des jeunes adultes réfugiés.

33 Connecting People, [Finanzierung](#), page Internet [en allemand, consultée le 1^{er} février 2024].

34 Babel, 2022, [Our work: Mental Health Care](#), page Internet [en grec, consultée le 1^{er} février 2024].

35 Babel, 2023, [The Team](#), page Internet [en grec, consultée le 1^{er} février 2024].

Le centre est conçu pour répondre aux besoins spécifiques des enfants et adolescent-e-s non accompagnés. Il oriente son travail sur des domaines cruciaux : la formation de l'identité, l'indépendance, l'autonomie, la vision positive de soi, et l'établissement d'objectifs professionnels et personnels réalistes (y compris la recherche de relations amoureuses saines). Il intervient dans le complexe processus de deuil vécu par les mineur-e-s non accompagné-e-s, qui peut rassembler plusieurs types de pertes : la perte de l'enfance, la perte de son pays, la séparation de sa famille, des expériences traumatisantes, etc. L'objectif de Babel est d'aider les enfants et les adolescent-e-s à traverser cette période de deuil difficile et à s'engager sur la voie d'une vie positive et résiliente.

Outre ces services aux personnes migrantes, Babel propose des formations³⁶ à un large panel de spécialistes qui travaillent avec ce public, notamment des professionnel-le-s de la santé mentale, des interprètes, des médiateurs et médiatrices culturels, des professionnel-le-s de santé, des enseignant-e-s et des avocat-e-s. Babel organise des séminaires de formation, des ateliers et des formations spécialisées sur le terrain, sur des thématiques telles que le trouble de stress post-traumatique chez les personnes migrantes, le deuil et le chagrin, « les adolescent-e-s et l'agression », « travailler avec des victimes de torture » et « les personnes réfugiées, entre résilience et vulnérabilité ».

Athènes (Grèce) : Un centre d'accueil spécialisé proposant un soutien holistique

Région, ville ou pays	Athènes, Grèce
Format	Projet/service
Partenaires concernés	Velos Youth
Groupe-cible	16–25 ans
Site Internet	www.velosyouth.org

Velos Youth gère un centre d'accueil, un lieu sûr à Athènes (Grèce), où les personnes migrantes de 16 à 25 ans peuvent passer du temps, se sentir soutenues et (re)construire leur vie. Cet accueil propose un large éventail de services comprenant des cours d'anglais,

des repas chauds, des points douche et lessive, un accompagnement au dépôt de demandes de titres de séjour³⁷ et aux démarches administratives grecques en général, ainsi qu'une aide à la recherche d'emploi³⁸.

36 Babel, 2023, [Support for professionals](#), page Internet [en grec, consultée le 1^{er} février 2024].

37 Notamment une aide et un soutien juridiques au dépôt de demandes d'asile et de titres de séjour, le dépôt de recours après une évaluation de l'âge, le renouvellement des papiers d'identité et des documents de voyage et le dépôt de demandes de rapprochement familial.

38 Velos Youth, [Services](#), page Internet [en anglais, consultée le 1^{er} février 2024].

En outre, Velos Youth fournit un travail de suivi de dossier individualisé. Cela comprend des inscriptions initiales, des demandes d'hébergement et des recommandations internes et externes pour les aides et services demandés. L'association propose également plusieurs types d'aide et de soutien juridiques pour les jeunes, tels que la préparation à l'entretien de demande d'asile, le dépôt de recours après une évaluation de l'âge, le dépôt de demandes de rapprochement familial, l'aide au renouvellement des papiers d'identité et des documents de voyage, et l'assistance en cas de litige relevant du droit du travail.

Entre septembre 2019 et décembre 2021, Velos Youth a géré un projet en collaboration avec l'accueil de jour Babel et avec HumanRights 360, deux autres associations grecques. Elles ont créé et mis en place un ensemble de services plus exhaustif prévu spécifiquement pour les jeunes qui passent à l'âge adulte.

Ce projet était axé sur le soutien à l'employabilité et sur les soins psychosociaux, « deux éléments primordiaux qui jouent un rôle crucial lorsque l'on aide les jeunes à gagner en indépendance³⁹ ». Au total, 129 jeunes ont été aidés par ce projet : 32 personnes ont reçu des soins psychosociaux adaptés et ont augmenté leur bien-être, 82 ont été accompagnées dans leur recherche d'emploi et 14 ont vu leur situation régularisée⁴⁰.

Un guide pratique, intitulé [Transitioning to Adulthood. A Pathway to Autonomy & Self-Reliance](#), a également été rédigé dans le cadre de ce projet⁴². Ensuite, [The Power of Peer Support: A Guide to Promoting Peer-to-Peer Support Networks](#) a été lancé. Il vise à expliquer le développement de ces réseaux, et ce que les associations peuvent faire pour les aider⁴³.

39 Velos Youth, [Transitioning to adulthood](#), page Internet [La transition vers l'âge adulte, en anglais, consultée le 1^{er} février 2024].

40 Grâce à des demandes d'asile.

41 Velos Youth, [Transitioning to adulthood](#), page Internet [La transition vers l'âge adulte, en anglais, consultée le 1^{er} février 2024].

42 Velos Youth, Babel Day Center et HumanRights360, 2021, [Transitioning to Adulthood A Pathway to Autonomy & Self-reliance. Practitioners guide](#) [Passer à l'âge adulte : une voie vers l'autonomie et l'indépendance. Guide pratique, en anglais]

43 Velos Youth, 2024, [The power of peer support. A guide to promoting peer-to-peer support networks](#) [Le pouvoir du soutien par les pairs : Guide visant la promotion des réseaux d'aide entre pairs, en anglais]

Cork (Irlande) : De l'aide gratuite pour les familles et les mineur·e·s récemment arrivé·e·s

Région, ville ou pays	Cork (Irlande)
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Nasc (Centre pour les droits des personnes migrantes et réfugiées)
Groupe-cible	Les mineur·e·s et les familles qui quittent les centres d'accueil, ainsi que les enfants qui rejoignent leur famille en Irlande par le biais de programmes de regroupement familial
Contact	www.nascireland.org/current-projects/new-beginnings-children-families-project

Voir aussi « Cork (Irlande) : Assistance et soutien juridiques gratuits pour les personnes migrantes prises en charge, ainsi que pour les ancien·ne·s s mineur·e·s non accompagné·e·s (chapitre sur les solutions pérennes et l'assistance juridique)

Nasc⁴⁴ a ouvert ses portes en 2000 à Cork, en Irlande, à cause du manque criant de services publics pouvant identifier et répondre aux besoins fondamentaux et essentiels des personnes migrantes dans le pays, dont le nombre était croissant. Nasc est un espace où les personnes migrantes demandent des conseils indépendants. Son cœur d'activité est la mise à disposition de services juridiques gratuits afin de permettre à toutes et tous de faire respecter ses droits. Aujourd'hui, l'association accompagne environ 1 300 personnes migrantes par an⁴⁵.

Grâce au travail de terrain réalisé par Nasc avec les personnes migrantes, demandeuses d'asile et réfugiées au cours des 24 dernières années, un grand nombre de programmes sociaux a pu voir le jour. L'un d'entre eux est le programme Nouveaux départs.

Des travaux de recherche indépendants, commandités par Nasc et ayant fait l'objet d'un rapport intitulé [Invisible People : The Integration Support Needs of Refugee Families Reunified in Ireland](#), ont souligné la nécessité de mettre en place des aides à l'orientation et à l'intégration pour les familles migrantes et réfugiées arrivées sur le sol irlandais.

Nasc s'est appuyé sur ce rapport pour créer le projet Nouveaux départs, qui vise à lutter contre la pauvreté et les privations en garantissant des réponses aux besoins fondamentaux et essentiels de certaines catégories de familles. Ce programme cible particulièrement les familles et les enfants arrivés en Irlande grâce au regroupement familial, ainsi que les enfants des familles qui quittent les centres d'accueil (« Direct Provision ») pour entrer dans un nouveau logement, une nouvelle vie et une nouvelle communauté. Le projet s'appuie sur des travaux sociaux, et holistique par nature, travaille en partenariat et repose sur l'autonomisation des jeunes et des familles.

Le travail de terrain est principalement axé sur l'accès au logement, aux prestations sociales, à la sécurité sociale et à l'éducation, sur les coûts d'un déménagement, sur la lutte contre la pauvreté et les privations en répondant aux besoins fondamentaux des enfants, des jeunes et des familles, ainsi que sur la mise à disposition d'aides à la compréhension de la langue anglaise, d'accompagnement, et d'aide à la réinstallation et à l'intégration. Depuis sa phase pilote en 2021, Nouveaux départs a aidé 32 familles originaires de 18 pays différents⁴⁶.

44 Nasc, 2020, [Our History](#), page Internet [Notre histoire, en anglais, consultée le 1^{er} février 2024].

45 Échange par email avec Nasc, 27 juin 2024.

46 Échange par email avec Nasc, 27 juin 2024.

Stockholm (Suède) : Un centre d'accueil et un espace sûr pour les enfants et les jeunes

Région, ville ou pays	Stockholm (Suède)
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Stockholms Stadsmission
Groupe-cible	Jeunes de moins de 25 ans esseulés, soit en situation irrégulière, soit avec un titre de séjour temporaire
Site Internet	www.stadsmissionen.se/motesplats-city

Stockholms Stadsmission gère plusieurs centres d'accueil pour les personnes en situation d'exclusion sociale à Stockholm, en Suède. Au fil des ans, cette structure a mis en place un soutien spécifique à la fois pour les personnes sans papiers⁴⁷ et pour les enfants ou les jeunes qui passent à l'âge adulte, et qui sont ou risquent d'être à la rue.

Un centre d'accueil a réservé certains jours (deux après-midis par semaine) aux enfants et jeunes migrants, indépendamment de leur genre. Sur ces périodes, les enfants et les jeunes ont accès aux services du centre, notamment ceux qui répondent à des besoins quotidiens (douche, lessive, vêtements, nourriture), ainsi qu'à un ordinateur et au réseau Wi-Fi gratuit. Le centre d'accueil est notamment un lieu où les jeunes peuvent se rencontrer, se retrouver entre eux et parler à des spécialistes (travailleurs-euses sociaux et avocat-e-s). L'équipe organise également des activités de loisirs pendant les vacances scolaires. Quand une nouvelle personne arrive, l'équipe travaille avec elle pour mettre en place un plan concernant son avenir immédiat et pour récapituler les possibilités qui s'offrent à elle. Pour ce faire, Stockholms Stadsmission propose un

rendez-vous juridique afin que les jeunes étudient et évaluent les potentiels motifs de séjour qui pourraient appuyer une demande de titre de séjour, si nécessaire. L'équipe fait de son mieux pour que les jeunes se sentent écoutés et au fait de leurs options, afin de pouvoir prendre des décisions informées.

Au début, Stockholms Stadsmission limitait cet accompagnement personnalisé aux jeunes de moins de 21 ans, mais l'association s'est vite rendu compte que ce besoin persistait durant toute la vingtaine. Par conséquent, la limite d'âge a été relevée à 25 ans⁴⁸.

Plus de 1 000 enfants et jeunes adultes ont été accompagnés depuis la création du centre d'accueil de jour en 2016 ; sur la seule année 2023, 301 jeunes ont été aidés⁴⁹.

47 Stockholms Stadsmission conduit un projet spécifique intitulé « Qui serai-je demain ? », afin d'aider les personnes sans papiers à réfléchir à leur passé, leur présent et leur futur. Pour en savoir plus sur ce projet, vous pouvez contacter Stockholms Stadsmission.

48 Ce profil s'appuie sur un entretien avec l'équipe de Stockholms Stadsmission, réalisé le 5 février 2024.

49 Échange par email avec Stockholms Stadsmission, 23 juin 2024

Suède : Accompagnement des jeunes LGBTQIA indépendamment de leur statut migratoire

Région, ville ou pays	Suède
Format	Projet
Partenaires concernés	RFSL Ungdom
Groupe-cible	Jeunes queers de 15 à 30 ans avec une expérience de la migration, qu'elle soit personnelle ou vécue par les générations antérieures, et notamment des jeunes sans papiers, demandeurs d'asile, étudiants, citoyens européens, titulaires d'une autorisation de travail, etc.
Site Internet	www.newcomersyouth.se www.rfslungdom.se

RFSL Ungdom⁵⁰ ("Jeunes queers de Suède") est une fédération suédoise de jeunes qui plaide pour les droits des personnes LGBTQIA (lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexes et asexuelles). Son histoire a commencé en 1999, lorsque quatre jeunes se sont rencontrés à la bibliothèque RFSL de Stockholm, poussés par une ambition commune de créer un lieu par et pour des jeunes LGBTQIA⁵¹.

RFSL Ungdom s'engage activement dans le plaidoyer pour les personnes migrantes LGBTQIA dans les domaines du droit d'asile et du droit migratoire. Des initiatives telles qu'Attention rétention⁵² et Personne n'est seul-e en Europe⁵³ sensibilisent ou ont sensibilisé le grand public grâce à des publications, en mettant respectivement en lumière la vie des jeunes LGBTQIA migrants en rétention administrative et dans l'ensemble de la société européenne.

En 2016, RFSL a lancé le projet Newcomers Youth (NCY, « Jeunes arrivé-e-s » en français)⁵⁴ afin d'améliorer le bien-être psychologique des personnes LGBTQIA migrantes, indépendamment de leur statut migratoire. Ce réseau de membres a servi de lieu de

réunion confidentiel où des jeunes LGBTQIA avec une expérience de la migration, qu'elle soit personnelle ou vécue par les générations antérieures, ont pu rencontrer des pairs, des responsables de groupes et des juristes. Ce projet a permis un soutien entre pairs et a offert une plateforme d'activités de loisirs, de discussions, d'ateliers créatifs et de jeux adaptés aux préférences des membres. Outre le renforcement des liens, il a permis de diffuser des informations primordiales sur les procédures de demande d'asile, sur les droits des personnes demandeuses d'asile (notamment en matière de santé, d'éducation et d'hébergement) et sur les aides liées à la santé mentale.

Bien que ce projet ait pris fin, il continue de vivre sous la forme d'un réseau. Beaucoup de services tels que la mise à disposition de lieux de réunion, l'accompagnement juridique et les aides liées à la santé mentale restent accessibles, grâce à une collaboration continue entre RFSL et le réseau jumeau Newcomers. La différence est qu'ils sont maintenant ouverts aux personnes de tous âges, et ne ciblent plus particulièrement les jeunes.

50 RFSL Ungdom, [Vår Historia](#), page Internet [en suédois, consultée le 21 août 2023].

51 RFSL Ungdom est un « mouvement démocratique de membres », ce qui signifie que ses membres ont le droit de participer, de faire des propositions, de prendre part aux décisions de l'assemblée annuelle des associations locales et de présenter leur candidature pour des postes clés. Toute personne de plus de 30 ans qui soutient l'objectif de l'association peut en être membre. Les membres sont affiliés à l'une des 10 antennes locales. Source : RFSL Ungdom, [Organisation](#), page Internet [en suédois, consultée le 31 août 2023].

52 Newcomers Youth, [Attention Detention](#), page Internet [en suédois, consultée le 1^{er} février 2024].

53 Newcomers Youth, [Not alone in Europe](#), page Internet [en suédois, consultée le 1^{er} février 2024].

54 Newcomers Youth, [Home page](#), page Internet [en suédois, consultée le 1^{er} février 2024].



Placement et après-placement

Flandre (Belgique) : Prolongations d'hébergement, placement et accompagnement des personnes en après-placement non accompagnées, indépendamment de leur statut migratoire

Région, ville ou pays	Flandre (Belgique)
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Minor-Ndako et autres
Groupe-cible	17-25 ans ayant été placés dans des logements en tant que mineur-e-s non accompagné-e-s
Site Internet	www.minor-ndako.be

voir aussi « Flandre (Belgique) : « Aide holistique des mineur-e-s non accompagné-e-s et des jeunes qui passent à l'âge adulte » dans le chapitre sur la « débrouille » et l'organisation de l'avenir

Minor-Ndako vzw est une association de placement des jeunes reconnue et financée par Opgroeien, le service dédié aux jeunes de la Communauté flamande. L'association a été fondée en 2000 afin de placer et d'orienter les mineur-e-s non accompagné-e-s⁵⁵. Depuis, elle a grandi et aide des mineur-e-s non accompagné-e-s, d'ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s (en après-placement) ainsi que des enfants et familles belges en difficulté socioéconomique. Conformément aux politiques et principes de la protection de l'enfance, l'association propose des longs et courts séjours (dits « ambulatoires »⁵⁶), indépendamment du statut migratoire de la personne mineure ou jeune⁵⁷.

Les politiques flamandes de placement et d'après-placement prévoient un placement prolongé pour les jeunes qui arrivent à la fin de leur période de prise en charge prévue. Auparavant, cette

prolongation était possible jusqu'à leur vingt-et-unième anniversaire. À la suite du décès en 2016 d'un jeune à la rue n'étant plus éligible au placement⁵⁸, la Flandre a permis de prolonger le placement pendant quatre années supplémentaires (jusqu'à 25 ans)⁵⁹. Un aspect obligatoire du placement et de l'après-placement est la mise en place d'un plan de croissance ou d'accompagnement⁶⁰, soit pendant le placement du mineur ou du jeune, soit dans le cadre d'un court séjour. La lutte contre le sans-abrisme est un pan crucial de ce plan, indépendamment du statut migratoire du jeune.

Les jeunes sont éligibles à une aide financière s'ils vivent de manière indépendante ou s'ils veulent franchir le pas vers une vie indépendante, s'ils ont une procédure de demande de titre de séjour en cours ou s'ils s'en sont vus déboutés, s'ils n'ont pas de stage rémunéré ni d'emploi pour subvenir à leurs

55 Minor-Ndako, [Wie zijn wij?](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 26 juin 2024].

56 Attention : les mineur-e-s et jeunes ne sont pas des patients, nous faisons simplement un parallèle pour clarifier les termes.

57 Minor-Ndako, [Wat we doen](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 26 juin 2024].

58 De Standaard, 2 septembre 2016, [Het tragische levenseinde van instellingenkind Jordy](#), [consultée le 24 novembre 2021]

59 Auparavant, cette prolongation était possible jusqu'au vingt-et-unième anniversaire. Sources : Jeugdhulp, 2017, [Actieplan jongvolwassenen](#), site Internet [Jeugdhulp](#) [consulté le 24 novembre 2021] ; Jeugdhulp, avril 2019, [Het actieplan jongvolwassenen: een stand van zaken](#) ; échanges par email avec Minor Ndako du 20 juin 2024.

60 « Groei- en ondersteuningsplan ».

besoins et s'ils n'ont pas encore de projet d'avenir clair et pérenne. Ce soutien financier s'élève à environ 1 238 euros par mois⁶¹. Minor-Ndako aide le jeune à gérer ce soutien financier en fonction de son projet individuel : pour se loger, aller à l'école, se nourrir, se vêtir et se déplacer, pour demander un titre de séjour, pour répondre à ses besoins en matière de santé physique et mentale, pour consacrer du temps à ses loisirs, etc⁶².

Minor-Ndako aide environ 200 mineur-e-s non accompagné-e-s par an. Environ 90 d'entre eux bénéficient d'une prise en charge en court séjour et vivent dans de petites maisons louées sur le marché locatif privé, en Flandre et à Bruxelles, en Belgique, quel que soit leur statut migratoire. 54 de ces maisons sont réservées aux mineur-e-s non accompagné-e-s titulaires d'un titre de séjour, aux jeunes en après-placement et à celles et ceux qui vivaient dans des centres ou des familles d'accueil avant leur dix-huitième anniversaire. Les 36 autres places sont réservées aux ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s qui avaient été placé-e-s (protection de l'enfance) avant d'atteindre l'âge de 18 ans, indépendamment de leur statut migratoire⁶³. Minor-Ndako dispose également de trois Kleine Wooneenheden⁶⁴

dans le cadre de cette offre de courts séjours pour les personnes en après-placement : il s'agit de petites unités d'habitation où d'ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s vivent ensemble. L'une d'entre elles, Future Proof, gérée conjointement par Minor-Ndako et Oranjehuis vzw⁶⁵, accueille des jeunes sans papiers et des jeunes qui ont été déboutés une ou plusieurs fois de leur demande de titre de séjour⁶⁶.

L'objectif de l'association est d'autonomiser les enfants et les jeunes et de leur faire prendre conscience de leurs options et de leurs choix. L'accompagnement qu'ils apportent aux jeunes sans papiers repose sur plusieurs principes pédagogiques, qu'ils ont définis dans un cadre général : éviter la dépendance tout en fournissant un soutien de proximité aussi longtemps que nécessaire ; favoriser l'autosuffisance et l'autodétermination en se concentrant sur le soutien à apporter aux jeunes pour qu'ils atteignent les objectifs qu'ils se sont fixés ; respecter leur droit à des informations transparentes concernant tous les domaines de la vie ; et aider les jeunes à se préparer à leur vie après avoir quitté les centres Minor-Ndako⁶⁷.

Irlande : Des placements et après-placements axés sur les mineur-e-s, pour toutes et tous

Région, ville ou pays	Irlande
Format	Service public
Partenaires concernés	Tusla Child and Family Agency, notamment son équipe en charge des Enfants séparés en quête de protection internationale
Groupe-cible	Enfants placés, jeunes qui quittent leur placement et jeunes adultes qui ont déjà quitté leur placement.
Site Internet	www.tusla.ie/services/alternative-care/after-care/what-are-aftercare-services/

Les mineur-e-s non accompagné-e-s sont généralement intégrés au système classique irlandais de protection de l'enfance, Tusla Child and Family Agency (Tusla), qui a un service qui leur est dédié⁶⁸. En 2015, l'Irlande a revu en profondeur ses politiques en matière de placement et d'après-placement, et a instauré des pratiques en la matière à tous les niveaux⁶⁹.

Une fois pris en charge par Tusla, le ou la mineure non accompagnée⁷⁰ est affectée à un travailleur social, qui met en place un projet d'accompagnement qui correspond à ses besoins. Le travailleur social de Tusla supervise également les démarches visant à régulariser le statut migratoire de l'enfant,

en déterminant s'il est éligible à la protection internationale ou à d'autres motifs de régularisation⁷¹. Lorsque l'enfant atteint l'âge de 16 ans et demi (ou immédiatement s'il est plus âgé au moment de son placement), il est mis en contact avec un travailleur social d'après-placement qui préparera progressivement sa transition vers l'âge adulte, en collaboration avec son ancien travailleur social.

Le travailleur social d'après-placement assiste l'enfant jusqu'à ses 21 ans, ou 23 ans s'il poursuit des études, une formation ou un apprentissage à temps plein. Il suit l'enfant indépendamment de son statut migratoire⁷², il organise la fin du placement et évalue ses besoins, notamment en matière de soutien

61 Cette aide financière (« verblijfsubsidië ») est une allocation quotidienne égale au salaire minimum (« leefloon »), soit environ 33,02 € par jour au 1^{er} juillet 2021 (environ 1 238 €/mois). (Source : Opgroeien, 23 septembre 2023, [Omzendbrief Aanpassing van het leefloon m.i.v. 1 juli 2023](#)). Elle est accordée aux mineur-e-s pris en charge et aux sortants qui en font la demande avant leur 18e anniversaire, qui sont en court séjour et qui n'ont pas accès à une aide financière du CPAS, soit en raison de leur âge, soit en raison de leur statut migratoire. (Source : échange par email avec Minor-Ndako, 20 juin 2024).

62 Échange par email avec Minor-Ndako, 20 juin 2024 ; Présentation intitulée « Minor Ndako: niet-begeleide minderjarige vreemdelingen die meerderjarig worden » du 26 octobre 2021, lors de la série de conférences CESSMIR « Toekomstgericht werken met en voor mensen zonder wettig verblijf ».

63 Au moment de la rédaction du présent recueil, environ 96 d'entre eux vivaient dans un « KWE » (« Kleine WoonEenheid » ; voir la note de bas de page suivante) ou dans un système « CBAW » (« Contextbegeleiding i.f.v. Autonom Wonen ») : les jeunes vivent en autonomie dans une unité de logement privée, tout en bénéficiant de l'aide de Minor-Ndako. Les autres enfants et jeunes vivent dans des centres d'accueil gérés par Minor-Ndako et ses partenaires. Source : échanges par email du 20 et du 26 juin 2024.

64 En 2019, Opgroeien, le service dédié aux jeunes de la Communauté flamande, a ouvert 87 places dans de petites unités d'hébergement appelées Kleine Wooneenheden (KWE), à destination des jeunes peu ou pas accompagnés. Quatre à six jeunes de 16 à 25 ans y vivent en court séjour. Source : Opgroeien, [Jongvolwassenen](#) [consultée le 16 juillet 2024].

65 Oranjehuis vzw, [Team Jongvolwassenen](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 1^{er} février 2024].

66 Voir l'exemple intitulé « Flandre (Belgique) : Aide holistique des mineur-e-s non accompagné-e-s et des jeunes qui passent à l'âge adulte », dans le chapitre sur la « débrouille » et l'organisation de l'avenir.

67 Minor-Ndako, 1^{er} avril 2021, « Pedagogisch handboek: Begeleiding van jongeren in precair verblijf » ; échange par email avec Minor-Ndako du 26 juin 2024 ; voir aussi l'exemple intitulé « Flandre (Belgique) : Aide holistique des mineur-e-s non accompagné-e-s et des jeunes qui passent à l'âge adulte », dans le chapitre sur la « débrouille » et l'organisation de l'avenir.

68 Équipe en charge des Enfants séparés en quête de protection internationale.

69 Par l'adoption du Child Care Amendment Act de 2015, suite à quoi Tusla a publié sa [National Aftercare Policy for alternative care](#) [Politique nationale d'après-placement pour un accompagnement alternatif, en anglais] (2017). Cette politique et ses documents connexes se trouvent sur le site Internet de Tusla : [National Aftercare Policy for Alternative Care](#).

70 Les enfants nés de parents en situation irrégulière ou avec un statut migratoire précaire peuvent également être placés, si le juge le demande.

71 Le travailleur social de l'enfant est responsable de la régularisation du statut de résidence de l'enfant (y compris la demande de protection internationale, le cas échéant), ce qui peut entraîner des retards s'il n'est pas bien informé des options possibles. Le personnel de Tusla a exprimé son souhait de voir tous les mineur-e-s non accompagné-e-s sous sa responsabilité obtenir le statut de réfugié, mais ce n'est pas toujours le cas avant les 18 ans de l'enfant. Children's Rights Alliance, 2019, [Safe haven. The Needs of Refugee Children Arriving in Ireland through the Irish Refugee Protection Programme: An Exploratory Study](#) [Un refuge : Les besoins des enfants réfugiés arrivés en Irlande par le biais du programme irlandais de protection des personnes réfugiées – Étude, en anglais] ; Oxfam et Greek Council for Refugees, 2021, [Teach us for what is coming. The transition into adulthood of foreign unaccompanied minors in Europe: case studies from France, Greece, Ireland, Italy, and the Netherlands](#) [Préparez-nous à ce qui va arriver. La transition vers l'âge adulte des mineur-e-s étrangers non accompagné-e-s en Europe : études de cas en France, en Grèce, en Irlande, en Italie et aux Pays-Bas, en anglais] ;

72 Oxfam et Greek Council for Refugees, 2021, [Teach us for what is coming. The transition into adulthood of foreign unaccompanied minors in Europe: case studies from France, Greece, Ireland, Italy, and the Netherlands](#) [Préparez-nous à ce qui va arriver. La transition vers l'âge adulte des mineur-e-s étrangers non accompagnés en Europe : études de cas en France, en Grèce, en Irlande, en Italie et aux Pays-Bas, en anglais] ;

psychosocial, d'éducation et de vie professionnelle, et il aide au regroupement familial⁷³. Le travailleur social d'après-placement suit également l'éducation de l'enfant ou du jeune (en participant aux soirées parents-professeurs, par exemple), lui apprend à vivre de manière autonome (comme ouvrir un compte en banque ou gérer son argent de poche) et l'aide à trouver un emploi à temps partiel s'il le souhaite (ce qui l'aide à devenir plus indépendant)⁷⁴. Une fois qu'il a 18 ans, le jeune doit donner son consentement écrit et explicite à son travailleur social pour qu'il puisse accéder aux services en son nom⁷⁵.

Chaque enfant placé bénéficiera d'un certain degré de suivi en après-placement, mais l'étendue de ce suivi dépend de son statut migratoire et de la durée pendant laquelle il a été placé avant d'atteindre ses 18 ans. Les enfants qui ont été pris en charge pendant plus de 12 mois avant cette date se voient attribuer un travailleur social d'après-placement⁷⁶. Les personnes en après-placement titulaires d'un

titre de séjour⁷⁷ recevront une aide financière⁷⁸ ainsi qu'un accompagnement, tandis que celles qui sont en situation irrégulière ne reçoivent pas d'aide financière de l'État (car elles n'en ont pas le droit)⁷⁹. Si l'enfant atteint la majorité sans statut migratoire stable, il est alors transféré dans un centre d'accueil classique (« Direct Provision ») pour le restant de sa procédure de demande de titre de séjour⁸⁰.

Les jeunes qui ne remplissent pas les critères d'éligibilité à l'après-placement⁸¹ peuvent accéder au « service d'accueil d'après-placement ». Ce service fonctionne actuellement trois fois par semaine : les lundis, mercredis et vendredis de 10 h à 16 h, en présence d'un travailleur social de permanence⁸². Ce dernier répond aux questions des jeunes, les oriente, suit leurs dossiers et les oriente vers d'autres services locaux. En fait, toute personne ayant déjà été placée peut se rendre au service d'accueil d'après-placement pour obtenir des conseils ou une orientation, quel que soit son âge⁸³.

Selon d'ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s, les travailleurs sociaux qui les aident après leur placement sont des figures importantes de leur vie, qui restent souvent en contact avec eux même une fois qu'ils sont pleinement entrés dans la vie d'adulte⁸⁴.

Le nombre de mineur-e-s non accompagné-e-s suivis par Tusla a augmenté de manière exponentielle en quelques années : de 59 en juillet 2020⁸⁵ à environ 200 aujourd'hui⁸⁶. Cette augmentation est principalement due à l'afflux de mineur-e-s non accompagné-e-s qui ont fui la guerre en Ukraine, ce qui a mis à rude épreuve la capacité du système.

73 Children's Rights Alliance, 2019, [Safe haven. The Needs of Refugee Children Arriving in Ireland through the Irish Refugee Protection Programme: An Exploratory Study](#) [Un refuge : Les besoins des enfants réfugiés arrivés en Irlande par le biais du programme irlandais de protection des personnes réfugiées – Étude, en anglais].

74 Discussion avec un travailleur social de Tusla, 21 juin 2024.

75 Échange par email avec un travailleur social de Tusla, 28 juin 2024.

76 Dans les faits : s'ils ont été pris en charge pendant 12 mois entre leur 13e et leur 18e anniversaire. Gouvernement irlandais, 2015, [Child Care Amendment Act 2015](#) [Loi de modification du placement des mineur-e-s, 2015, en anglais] ; Tusla, 2017, [National Aftercare Policy for alternative care](#) [Politique nationale d'après-placement pour un accompagnement alternatif, en anglais].

77 Par exemple, si elles sont demandeuses d'asile ou réfugiées.

78 For instance, access to student grants or housing assistance payments (both a one-time financial grant at the start and monthly payments). What assistance young people are entitled to depends on their residence status (e.g., pending application, etc). Source : Tusla Child and Family Agency, [What are aftercare services?](#) [consultée le 25 juin 2024].

79 Discussion avec un travailleur social de Tusla, 21 juin 2024.

80 Ce transfert peut également être organisé à la fin de l'année scolaire en cours, pour garantir la continuité de l'éducation de l'enfant ou du jeune (source : Tusla, 2019, [Complex Needs in Aftercare](#) [Besoins complexes de l'après-placement, en anglais], Note d'orientation). La transition de l'approche « encadrée » vers l'approche « autonome » de la Direct Provision est connue pour générer de l'anxiété. Source : Oxfam et Greek Council for Refugees, 2021, [Teach us for what is coming. The transition into adulthood of foreign unaccompanied minors in Europe: case studies from France, Greece, Ireland, Italy, and the Netherlands](#) [Préparez-nous à ce qui va arriver. La transition vers l'âge adulte des mineur-e-s étrangers non accompagnés-e-s en Europe : études de cas en France, en Grèce, en Irlande, en Italie et aux Pays-Bas, en anglais].

81 12 mois de prise en charge entre 12 et 18 ans. Gouvernement irlandais, 2015, [Child Care Amendment Act 2015](#) [Loi de modification du placement des mineur-e-s, 2015, en anglais] ; Tusla, 2017, [National Aftercare Policy for alternative care](#) [Politique nationale d'après-placement pour un accompagnement alternatif, en anglais].

82 Échange par email avec un travailleur social de Tusla, 28 juin 2024.

83 Tusla, 2019, [Drop in services clinic](#) [Permanence administrative sans rendez-vous, en anglais].

84 Oxfam et Greek Council for Refugees, 2021, [Teach us for what is coming. The transition into adulthood of foreign unaccompanied minors in Europe: case studies from France, Greece, Ireland, Italy, and the Netherlands](#) [Préparez-nous à ce qui va arriver. La transition vers l'âge adulte des mineur-e-s étrangers non accompagnés-e-s en Europe : études de cas en France, en Grèce, en Irlande, en Italie et aux Pays-Bas, en anglais].

85 En juillet 2020, 59 mineur-e-s non accompagnés-e-s étaient pris-e-s en charge par Tusla (Source : Houses of the Oireachtas, 2020, [Seanad Éireann Debate – Thursday, 24 September 2020: Unaccompanied Minors and Separated Children](#) [Seanad Éireann Debate – Jeudi 24 septembre 2020 : Les mineur-e-s non accompagnés-e-s et les enfants séparés, en anglais, consulté le 2 novembre 2021]).

86 Ces chiffres s'appuient sur des échanges avec un travailleur social de Tusla datant du 21 juin 2024.



La « débrouille » et l'organisation de l'avenir

Belgique : Le développement d'un « modèle d'orientation future »

Région, ville ou pays	Belgique
Format	Méthodologie
Partenaires concernés	Kruispunt Migratie & Integratie, Antwerps integratiecentrum de8, Intercultureel Netwerk Gent vzw, Centrum voor Algemeen Welzijnswerk Oost-Vlaanderen, Samenlevingsopbouw Brussel project Meeting, Regionaal Integratiecentrum Foyer Brussel vzw. ⁸⁷
Groupe-cible	Personnes sans papiers
Site Internet	Future orientation: Working on meaningful prospects for those with a precarious residence status. Introduction brochure for counsellors

À la fin des années 2000, des organisations des secteurs belges de l'aide sociale, de l'intégration et du développement des communautés ont développé une méthodologie/pratique visant à autonomiser et à impliquer efficacement les personnes sans papiers dans les politiques de migration, dans le but de trouver une solution pérenne. Ce « [modèle d'orientation future](#) » (toekomstoriëntering) a été conçu afin de fournir une assistance plus durable aux personnes migrantes sans papiers et d'aller au-delà des questions urgentes telles que les besoins médicaux, le logement ou les questions juridiques⁸⁸.

À l'époque, la méthodologie consistait en une formation de trois ou quatre jours suivie par une personne sans papiers afin de réfléchir à son avenir⁸⁹. Cette formation consistait à fournir aux participant-e-s des informations fiables sur leurs droits, sur l'accès aux services et sur le droit migratoire. Cependant, son objectif principal était de les

encourager à changer d'état d'esprit et à passer d'un mode de survie à une vision à long terme. À cette fin, le programme était axé sur trois aspects : les motifs de l'immigration, leur situation actuelle et leur (possible) situation future⁹⁰. Au cours de la formation, les participant-e-s ont été invité-e-s à réfléchir à ces questions, et notamment à leurs souhaits pour l'avenir et à leurs ambitions dans la vie. Le rôle du conseiller était de faciliter ce processus de réflexion, en fournissant un retour sur la faisabilité des idées et des opportunités des participant-e-s. L'objectif était de les aider à voir plus loin que les « papiers de séjour ».

Ce « modèle d'orientation future » n'est pas une simple formation, mais plutôt une « perspective holistique de l'être humain ». Il se concentre sur l'ambition et la motivation des participant-e-s à mener une vie meilleure et s'appuie sur cette énergie pour avancer vers cet avenir⁹¹. Les participant-e-s doivent

⁸⁷ Depuis, certaines de ces organisations ont changé de nom ou fusionné avec d'autres organismes.

⁸⁸ Kruispunt Migratie & Integratie, 2014, [Toekomstoriëntering: met precaire verblijvers werken aan een zinvol toekomstperspectief](#), pp. 11-13.

⁸⁹ Entretien de PICUM avec De8 (ATLAS), 17 juillet 2019.

⁹⁰ Kruispunt Migratie & Integratie, 2014, [Toekomstoriëntering: met precaire verblijvers werken aan een zinvol toekomstperspectief](#).

⁹¹ Entretien (Samenlevingsopbouw), 16 juillet 2019.

donc envisager toutes leurs options, qu'il s'agisse du retour, de la re-migration, de la régularisation ou du maintien en situation irrégulière, sans être jugé-e-s⁹². Depuis sa création, le « modèle d'orientation future » et ses différentes versions se sont répandus dans d'autres organisations, régions et pays. À Amsterdam, Eindhoven et Rotterdam, aux Pays-Bas, par exemple, les personnes sans papiers peuvent

suivre une formation de six mois sur leur orientation future⁹³. Bien que la méthodologie n'ait pas été conçue en pensant aux enfants et aux jeunes, elle a eu un impact sur les organisations et les projets qui travaillent avec eux, en Belgique et ailleurs.

Flandre (Belgique) : Aide holistique des mineur-e-s non accompagné-e-s et des jeunes qui passent à l'âge adulte

Région, ville ou pays	Flandre (Belgique)
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Minor-Ndako et autres, dont Oranjehuis vzw
Groupe-cible	Mineur-e-s non accompagné-e-s en placement et jeunes sans papiers qui étaient placés lorsqu'ils étaient des mineur-e-s non accompagné-e-s
Site Internet	www.minor-ndako.be www.oranjehuis.be

Voir aussi « Flandre (Belgique) : Prolongations d'hébergement, placement et accompagnement des personnes en après-placement non accompagnées, indépendamment de leur statut migratoire », dans le chapitre sur le placement et l'après-placement

Minor-Ndako soutient chaque année environ 200 mineur-e-s non accompagné-e-s et ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s ayant différents statuts migratoires. La plupart d'entre eux bénéficient de courts séjours et vivent dans de petites unités de logement sur le marché locatif privé en Flandre et à Bruxelles, en Belgique⁹⁴.

La transition vers l'âge adulte entraîne beaucoup d'incertitudes et moins de protection pour celles et ceux qui n'ont pas de papiers ou qui ont un statut migratoire précaire (c'est-à-dire un titre de séjour temporaire ou conditionnel). Minor-Ndako a donc étudié en profondeur la législation sur l'immigration, les principes pédagogiques et les cadres afin d'offrir à ces jeunes des conseils plus adaptés dans tous les domaines de la vie. L'organisation a développé

un cadre pour les aidants, basé sur l'expérience de ses propres travailleurs sociaux, sur des échanges avec différents partenaires et, surtout, sur les contributions des jeunes eux-mêmes⁹⁵. Ce cadre est un document évolutif qui est mis à jour et révisé régulièrement.

Lorsqu'elle accompagne un-e mineur-e ou un-e jeune, Minor-Ndako aborde le sujet de l'avenir et de tout ce qu'il implique bien avant son dix-huitième anniversaire. En Flandre, un « projet de croissance et d'accompagnement » est mis en place pour tous les enfants âgés de 16 ans ou plus⁹⁶. Ce projet s'intéresse à tous les aspects de la vie, y compris la résolution de la question de leur statut migratoire, et il est construit avec le mineur non accompagné, son tuteur et (si possible) sa famille. Ensuite, dans les six mois qui précèdent le dix-huitième anniversaire, l'association commence à rendre la transition à venir plus tangible pour l'enfant. Ils parlent de l'endroit où il dormira et du coût, ils vérifient ensemble si l'enfant a besoin de continuer son accompagnement ou s'il peut voler de ses propres ailes, etc. Ils utilisent plusieurs méthodes, dont la méthodologie de « l'orientation future » qui analyse toutes les possibilités qui s'offrent au jeune : la (ré)intégration dans son pays d'origine, la (ré)intégration dans un autre pays, les motifs de séjour en Belgique et un maintien d'un séjour en situation irrégulière en Belgique⁹⁷.

L'objectif de l'association est d'autonomiser les enfants et les jeunes et de leur faire prendre conscience de leurs options et de leurs choix. L'aide apportée aux jeunes sans papiers repose

sur plusieurs principes pédagogiques : éviter la dépendance tout en fournissant un accompagnement de proximité aussi longtemps que nécessaire ; favoriser l'autosuffisance et l'autodétermination en se concentrant sur l'aide à apporter au jeune pour qu'il atteigne les objectifs qu'il s'est fixés ; respecter son droit à des informations transparentes concernant tous les domaines de la vie ; et aider les jeunes à se préparer à leur vie après avoir quitté les placements de Minor-Ndako⁹⁸.

Situé dans la ville de Courtrai, en Belgique, Future Proof⁹⁹ est une collaboration entre Oranjehuis vzw et Minor-Ndako. Destiné aux jeunes de 17 à 25 ans, Future Proof propose un programme complet d'un an offrant un accompagnement, des conseils et des ressources pour les aider à s'orienter vers une indépendance et une stabilité durables. Comme ils l'expliquent eux-mêmes, « nous nous attardons sur les possibilités juridiques d'une solution durable, mais nous donnons également de l'espace pour considérer les trois autres perspectives possibles : le transit, le retour volontaire et le séjour en situation irrégulière »¹⁰⁰. Ils ont recours à des discussions individuelles et collectives pour analyser les possibilités et élaborer des projets de vie. Si le jeune est régularisé et obtient un titre de séjour, il passe au programme « Future Proof + » (FP+)¹⁰¹. Les nouvelles questions liées à ce statut migratoire y sont abordées : « Où est-ce que je peux vivre ? Où est-ce que je veux vivre ? Qu'est-ce qui est possible autour de moi, et quelles sont les conséquences du regroupement familial ? »¹⁰².

95 Minor-Ndako, 1^{er} avril 2021, Pedagogisch handbook : Begeleiding van jongeren in precair verblijf. Cependant, ce document a été actualisé.

96 « Groei- en ondersteuningsplan », conformément à la politique publique générale : Opgroeien, [Jongvolwassenen in precair verblijf: Enkele kapstokken in visie](#). Voir aussi Opgroeien, [Jongvolwassenen](#), page Internet [consultée le 16 juillet 2024].

97 Échange par email avec Minor-Ndako, 25 juin 2024. Pour en savoir plus sur cette méthodologie, voir l'exemple « Belgique : Le développement d'un « modèle d'orientation future » », dans ce chapitre.

98 Voir aussi Minor-Ndako, 1^{er} avril 2021, Pedagogisch handbook : Begeleiding van jongeren in precair verblijf

99 Minor-Ndako, [Future Proof](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 1^{er} février 2024] ; Oranjehuis vzw, [Team Jongvolwassenen](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 1^{er} février 2024].

100 Citation tirée d'Oranjehuis vzw, [Team Jongvolwassenen](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 6 juin 2024] (traduction réalisée par nos soins).

101 Dirigé par Oranjehuis vzw.

102 Oranjehuis vzw, [Team Jongvolwassenen](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 1^{er} juin 2024]

92 Antwerps Integratiecentrum De8, n.d., [Toekomstoriëntering aan Mensen Zonder Wettig Verblijf: Een traject voor groepswork en individuele begeleiding](#) ; De8, n.d., [Toekomstoriëntering met precare verblijvers: Een werkboek voor groepswork en individuele begeleiding](#).

93 Goedwerk Foundation, [Toekomstoriëntatie](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 4 juillet 2024].

94 Pour plus d'informations, voir l'exemple « Flandre (Belgique) : Prolongations d'hébergement, placement et accompagnement des personnes en après-placement non accompagnées, indépendamment de leur statut migratoire », dans le chapitre sur le placement et l'après-placement

Eindhoven (Pays-Bas) : Des propositions d'orientation aux anciens mineur·e·s non accompagné·e·s

Région, ville ou pays	Pays-Bas
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Vluchteling in de Knel (VidK) et la mairie d'Eindhoven
Groupe-cible	Personnes sans papiers dont la demande d'asile a été refusée, notamment des ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s
Site Internet	www.vidk.nl

L'association Vluchteling in de Knel (VidK)¹⁰³ accompagne, avec l'aide de la mairie d'Eindhoven, les personnes dont la demande d'asile a été rejetée et d'autres catégories de personnes sans papiers, y compris des adolescent·e·s. VidK estime que toute personne a droit à une vie humaine et digne. Elle propose une assistance sociale et juridique, ainsi qu'une médiation vers les services de santé.

Un projet spécifiquement dédié aux mineur·e·s non accompagné·e·s intitulé « Future Perspective » (« Toekomstperspectief ») s'est déroulé de 2006 à 2015 et a permis d'aider 128 jeunes migrants¹⁰⁴. Depuis, le programme a été incorporé au fonctionnement plus large de l'association, afin de permettre aux jeunes migrants et sans papiers arrivés aux Pays-Bas après leur dix-huitième anniversaire d'en bénéficier, de même que celles et ceux qui ont grandi dans le pays avec leur famille¹⁰⁵. Selon VidK, ces jeunes partagent de nombreux doutes, questions et difficultés, car ils sont à la même étape de leur vie et ont le même statut migratoire.

Ainsi, VidK propose un accompagnement intensif d'un an¹⁰⁶ pour les orienter vers une solution durable et un avenir stable. Conformément aux principes des propositions d'orientation¹⁰⁷, il peut s'agir de rester aux Pays-Bas, de retourner dans leur pays d'origine ou de s'intégrer dans un pays tiers sûr ou d'y retourner¹⁰⁸. VidK discute également de l'option de rester en situation irrégulière aux Pays-Bas et des conséquences de cette décision. L'association insiste sur le fait que toutes les options sont explorées.

Durant les premiers mois, l'objectif principal est de créer un lien de confiance, de créer un environnement sûr et stable et d'aider le jeune à sortir du mode survie (« Comment vais-je manger aujourd'hui ? Où vais-je dormir ce soir ? »). Si le jeune n'a pas d'endroit sûr où loger, VidK peut lui offrir un hébergement temporaire. Ceci est basé sur le principe du « logement d'abord » qui suppose qu'un endroit sûr, la sécurité et la tranquillité sont nécessaires pour se concentrer et travailler sur son avenir. Si des soins médicaux sont nécessaires, ils peuvent également être organisés.

Dans la deuxième phase de l'accompagnement, les talents, les compétences, les aspirations et les objectifs des jeunes sont précisés et évalués avec eux. Les options d'orientation future mentionnées ci-dessus sont discutées individuellement et/ou collectivement. Le fait de pouvoir échanger ses expériences et ses idées avec des personnes se trouvant dans des situations comparables peut aider l'adolescent·e/le-la jeune à prendre des décisions plus éclairées quant à son avenir. Un projet avec des objectifs personnels et la manière de les atteindre peut être établi, sur la base de la confiance et du contrôle partagé. VidK aide également les jeunes à atteindre leurs objectifs et à développer leurs compétences en leur apprenant à gérer leurs émotions, en leur donnant confiance en eux, en les responsabilisant, en créant un réseau, en les informant de leurs droits, etc. Des options d'éducation ou d'autres formes d'activités de jour sont incluses.

Lorsqu'il existe des motifs raisonnables d'obtenir un titre de séjour aux Pays-Bas ou dans un autre pays (tiers), VidK propose une aide juridique, oriente le jeune vers la procédure adéquate et l'aide à déposer sa demande. Si l'adolescent souhaite retourner dans son pays d'origine, une assistance est proposée dans le cadre du projet Back Home de VidK, afin que le retour volontaire soit correctement préparé et appliqué. VidK reste en contact avec le jeune et lui propose un accompagnement (limité) pendant les six premiers mois suivant son retour. Cela peut aider à donner à l'adolescent·e la confiance nécessaire pour franchir cette étape difficile avec VidK, sans se sentir abandonné·e.

La dernière phase de l'accompagnement se concentre sur l'acquisition d'une plus grande indépendance, si l'option « orientation future » a été choisie. Si, à la fin de l'accompagnement, la jeune personne migrante n'est pas suffisamment autonome et n'a toujours pas de papiers, elle intègre l'établissement local Bed, Bath, Bread+ pour les personnes migrantes adultes et sans papiers¹⁰⁹.

103 Vluchtelingen in de Knel, [Over VidK](#), page Internet [en néerlandais, consultée le 10 octobre 2024]

104 Échange par email avec VidK, 16 juillet 2024.

105 Voir aussi PICUM, 2022, [18 ans et sans papiers : accompagner les enfants dans leur transition vers l'âge adulte](#), pp. 32-33.

106 En général, VidK propose des accompagnements d'environ un an.

107 Voir l'exemple « Belgique : Le développement d'un « modèle d'orientation future » », dans ce chapitre.

108 C'est-à-dire un pays où la personne a déjà un titre de séjour, ou où elle a le droit de séjourner.

109 Plusieurs villages et villes des Pays-Bas ont des structures BBB+ (« bed-bath-bread [+ assistance] », pour « un lit, une douche, du pain [et de l'aide] »), où les personnes sans papiers sont logées et/ou sont aidées pour régulariser leur statut migratoire. Ces structures ont été mises en place à la suite d'un arrêt de la Centrale Raad van Beroep, en 2014 (14-5507 WMO-VV). Pour en savoir plus sur les BBB+ et pour une approche par le travail social du suivi individualisé des dossiers, voir PICUM, IDC et European Alternatives to Detention Network, 2020, [Implementing Case Management based Alternatives to Detention in Europe \[Appliquer des alternatives à la détention basées sur un suivi individualisé des dossiers en Europe, en anglais\]](#).



Travail de proximité

Paris (France) : S'adresser aux enfants et aux jeunes à la rue et dont l'âge est contesté

Région, ville ou pays	Paris et Île-de-France (France)
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Utopia 56
Groupe-cible	Mineur-e-s non accompagné-e-s et à la rue dont l'âge a été contesté par l'État ¹¹⁰
Site Internet	www.utopia56.org

*** Voir aussi « Paris (France) : Accompagnement et hébergement des mineur-e-s non accompagné-e-s débouté-e-s par les services de protection de l'enfance », dans le chapitre sur le logement et l'hébergement ***

Utopia 56¹¹¹ est une organisation citoyenne créée en 2015 pour aider à coordonner les volontaires dans la « jungle de Calais »¹¹², dans le nord du pays. Quand le camp a été démantelé en 2016, l'organisation a transformé son activité et s'est consacrée à l'aide aux personnes exilées et aux personnes migrantes sans abri, indépendamment de leur statut migratoire, à travers huit domaines en France. Ses deux principales activités sont l'aide humanitaire et l'hébergement d'urgence. Il s'agit notamment de rendre visite et d'aider les personnes qui dorment dans la rue, dans des squats, dans des camps et dans des zones d'habitat informel. Pour cela, elle effectue un travail de proximité, en allant dans les rues (maraudes), en recherchant des personnes qui vivent dans des squats et des camps et en distribuant de la nourriture, du matériel et des informations. Utopia 56 réalise environ 2 500 maraudes par an et s'appuie sur ses 3 000 bénévoles à travers le pays¹¹³.

Par exemple, Utopia 56 a mis en place un point de rencontre quotidien à heures fixes pour les mineur-e-s sans abri et non accompagné-e-s¹¹⁴ et des familles sans papiers avec enfants dans le centre de la capitale, Paris. Les personnes y reçoivent de la nourriture et des produits de base (couvertures, produits d'hygiène, vêtements, etc.), sont enregistrées dans le système d'Utopia 56 et, si possible, orientées vers une solution pour la nuit. Les bénévoles d'Utopia 56 amènent le jeune (ou la famille) dans une famille d'accueil ou l'accompagnent dans un bâtiment ou un espace public pour y passer la nuit, car l'union fait la force. Les réponses apportées par les bénévoles d'Utopia 56 aux questions des jeunes constituent une part toute aussi importante de ce travail. Les jeunes sont également orientés vers des avocat-e-s et vers d'autres organisations pour un soutien en matière de santé physique et mentale et/ou d'aide juridique.

À la frontière franco-britannique, Utopia 56 mène des actions de sensibilisation le long du littoral pour venir en aide aux personnes bloquées après une tentative infructueuse de traversée de la Manche¹¹⁵.

110 Utopia 56 accompagne également des familles sans papiers et à la rue avec des enfants mineurs.

111 Utopia 56, Notre Histoire, page Internet [consultée le 1^{er} février 2024] ; Utopia 56, Notre Organisation, page Internet [consultée le 1^{er} février 2024].

112 La région a une longue histoire de camps formels et informels, créés pour et par des personnes migrantes. La « jungle de Calais », alors connue sous le nom de « Camp de la Lande », était un camp informel installé dans une ancienne décharge entre janvier 2015 et octobre 2016. Malgré son démantèlement à la fin de l'année 2016, des camps informels similaires existent toujours dans la région. Pour plus d'informations sur les événements jusqu'en 2016, voir BBC, 24 octobre 2016, [The history of the Calais 'Jungle' camp and how it's changed since 1999](#) [L'histoire de la « jungle » de Calais et son évolution depuis 1999, en anglais, consulté le 10 juillet 2024]. Pour en savoir plus sur les conditions de vie depuis cette date, voir par exemple Human Rights Watch, 2021, [Enforced misery. The degrading treatment of migrant children and adults in Northern France](#) [La misère forcée : Les traitements dégradants infligés aux enfants et adultes migrants dans le nord de la France, en anglais]

113 Utopia 56, [Utopia 56 – Agir pour un accueil digne et solidaire](#), vidéo ; Utopia 56, [Utopia 56 – Mobilisation citoyenne au côté des personnes en situation d'exil](#), vidéo.

114 Ainsi que pour les familles sans papiers ni abri avec des enfants mineurs, et pour les femmes seules.

115 Utopia 56, 2023, [Rapport d'activité 2022](#), p. 9.



Solutions pérennes et assistance juridique

Union européenne : Orientations relatives aux procédures d'évaluation de l'intérêt supérieur de l'enfant en vue d'identifier une solution durable

Région, ville ou pays	Union européenne
Format	Orientations
Partenaires concernés	OIM, UNICEF, Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Save the Children, Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), Conseil européen sur les réfugiés et les exilés (ECRE) et Child Circle
Groupe-cible	Responsables politiques et spécialistes techniques concevant les procédures migratoires qui affectent les mineur-e-s
Lien	Guidance to respect children's rights in return policies and practices: Focus on the EU legal framework [Note d'orientation pour respecter les droits de l'enfant dans le cadre des politiques et pratiques de retour – Le cadre juridique de l'UE, en anglais]

En 2019, l'OIM, l'UNICEF, le HCR, Child Circle, ECRE, Save the Children et PICUM ont publié un document intitulé [Guidance to respect children's rights in return policies and practices: Focus on the EU legal framework](#), ainsi qu'un [diagramme annexe](#) mais indépendant¹¹⁶. La nouveauté de cette note d'orientation réside dans la conception d'une procédure d'intérêt supérieur qui aboutit à une solution durable : l'intégration dans le pays de résidence, dans le pays d'origine (des parents) ou dans un pays tiers où l'enfant a le droit de séjourner.

Lorsque se pose la question d'un éventuel retour des enfants, cette note explique comment élaborer une procédure fondée sur leur intérêt supérieur pour identifier une solution durable, et comment appliquer une décision de retour dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle comprend également un chapitre sur ce qu'il convient de faire lorsque l'enfant atteint la majorité.

Parallèlement, des membres de l'Initiative for Children in Migration¹¹⁷ ont publié une [note d'orientation](#)¹¹⁸ reflétant la même procédure, tandis que PICUM a produit une [vidéo animée](#) pour l'expliquer¹¹⁹.

¹¹⁶ PICUM, OIM, UNICEF, Conseil des droits de l'homme des Nations unies, Child Circle, ECRE et Save the Children, 2019, [Guidance to respect children's rights in return policies and practices – Focus on the EU legal framework](#) [Note d'orientation pour respecter les droits de l'enfant dans le cadre des politiques et pratiques de retour – Le cadre juridique de l'UE, en anglais].

¹¹⁷ L'Initiative for Children in Migration est un réseau informel d'organisations de droits humains et de droits de l'enfant qui travaillent aux échelles européenne et nationale. Pour plus d'informations, voir www.childreninmigration.eu.

¹¹⁸ PICUM, Child Circle, Don Bosco International, Réseau européen sur l'apatridie, Missing Children Europe, Conseil danois pour les réfugiés, World Organisation for Early Childhood Education, Fédération internationale Terre des Hommes, Destination Unknown et Save the Children, 2019, [Solutions durables et intérêt supérieur de l'enfant dans le contexte des procédures de retour](#).

¹¹⁹ PICUM, 2020, [Best interests procedures](#), vidéo animée.

Grèce : Manuels de jurisprudence consacrés aux affaires impliquant des mineur·e·s non accompagnés·e·s

Région, ville ou pays	Grèce
Format	Rapport/compendium
Partenaires concernés	ARSIS – Association for the Social Support of Youth
Groupe-cible	Juristes et responsables d'assistance juridique
Site Internet	www.arsis.gr

L'Association for the Social Support of Youth (ARSIS, Association pour l'aide sociale à la jeunesse) est une ONG grecque spécialisée dans l'aide aux jeunes en difficulté ou en danger en Grèce. L'ARSIS défend leurs droits et dispose d'une équipe de juristes dédiée à ces affaires. Elle opère à Alexandroupoli, Athènes, Kozani, Thessalonique et Volos grâce à la participation active de ses membres, des bénévoles et des jeunes eux-mêmes.

Pour aider les juristes qui assistent les mineur·e·s non accompagnés·e·s et les jeunes qui demandent un titre de séjour en Grèce, l'ARSIS a publié trois manuels de jurisprudence : le premier couvre la période [2019-2021](#)¹²⁰, le deuxième concerne [2020-2022](#)¹²¹ et le troisième [2022-2023](#)¹²². Dans les deuxième et troisième éditions, les affaires importantes sont traduites en anglais.

120 ARSIS, 2021, [ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΝΟΜΙΚΗΣ ΥΠΟΣΤΗΡΙΞΗΣ ΑΝΗΛΙΚΩΝ ΑΙΤΟΥΝΤΩΝ ΔΙΕΘΝΗ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΝΟΜΟΛΟΓΙΑ ΕΤΩΝ 2019 – 2021](#).

121 ARSIS, 2022, [Children Seeking International Protection : A Case Law Handbook 2020-2022 \[Les enfants qui demandent la protection internationale : manuel de jurisprudence, 2020-2022, en grec\]](#).

122 ARSIS, 2023, [Seeking International Protection : A Case – Law Handbook 2022-2023 \[Demander la protection internationale : manuel de jurisprudence, 2022-2023, en grec\]](#).

Cork (Irlande) : Assistance juridique gratuite pour les adolescent·e·s et les jeunes

Région, ville ou pays	Cork (Irlande)
Format	Programme/service
Partenaires concernés	Nasc (Centre pour les droits des personnes migrantes et réfugiées)
Groupe-cible	Les jeunes de 14 à 23 ans qui ont des difficultés pour accéder à l'éducation, à l'emploi et à un statut migratoire stable, et pour améliorer leur santé mentale et leur bien-être.
Site Internet	www.nascireland.org/current-projects/new-beginnings-children-families-project

*** Voir aussi « [Cork \(Irlande\) : De l'aide gratuite pour les familles et les mineur·e·s récemment arrivé·e·s](#) », dans le chapitre sur le soutien psychosocial, le soutien des pairs et les aides ***

Le Nasc¹²³ a ouvert ses portes en 2000 à Cork, en Irlande, à cause du manque criant de services publics qui puissent identifier et répondre aux besoins fondamentaux et essentiels des personnes migrantes, qui étaient de plus en plus nombreuses. Le Nasc est un espace où les personnes migrantes demandent des conseils indépendants. Son cœur d'activité est la mise à disposition de services juridiques gratuits afin de permettre à chacune et chacun de faire respecter ses droits. Aujourd'hui, l'association accompagne environ 1 300 personnes migrantes par an¹²⁴.

Grâce au travail de terrain réalisé par le Nasc avec les personnes migrantes, demandeuses d'asile et réfugiées au cours des 24 dernières années, un grand nombre de programmes sociaux a pu voir le jour. Le projet Connect Migrant Youth (Connecter les jeunes migrant·e·s)¹²⁵ a débuté en 2018 et cible les jeunes migrant·e·s âgé·e·s de 14 à 23 ans qui peuvent présenter une vulnérabilité accrue en raison d'expériences négatives, que ce soit dans leur pays d'origine ou en transit. À leur arrivée en Irlande, les jeunes migrant·e·s éprouvent des difficultés à

accéder à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé mentale ou à un statut migratoire stable. Le Nasc fournit un accompagnement et une assistance pour les demandes de titre de séjour. Il facilite également l'accès à l'éducation, à l'emploi, au logement et aux services de santé. Au-delà des problèmes liés à l'immigration, ce projet s'efforce de réduire l'isolement social en favorisant les liens au sein des populations. En outre, il accompagne les personnes confrontées à des cas de racisme et de discrimination. Le Nasc aide souvent les jeunes migrant·e·s à surmonter des épreuves telles que le sans-abrisme, le dénuement et les abus.

Les services du projet sont accessibles aux enfants et aux jeunes placé·e·s et en après-placement¹²⁶, à celles et ceux en centres d'accueil (direct provision)¹²⁷, aux mineur·e·s non accompagnés·e·s, et aux jeunes adultes ou aux jeunes dont l'âge est contesté. Depuis 2018, le projet Connect Migrant Youth a aidé plus de 250 jeunes migrant·e·s et leurs familles provenant de pays du monde entier¹²⁸.

123 Nasc, 2020, [Our History](#), page Internet [Notre histoire, en anglais, consultée le 1^{er} février 2024].

124 Échange par email avec Nasc, 27 juin 2024.

125 Nasc, 2020, [Connect Migrant Youth Project](#), page Internet [Notre histoire, en anglais, consultée le 1^{er} février 2024].

126 Pour en savoir plus sur la politique d'après-placement de l'Irlande pour les ancien-ne-s mineur·e·s non accompagnés·e·s, voir Oxfam et Greek Council for Refugees, 2021, [Teach us for what is coming. The transition into adulthood of foreign unaccompanied minors in Europe: case studies from France, Greece, Ireland, Italy, and the Netherlands](#) [Préparez-nous à ce qui va arriver. La transition vers l'âge adulte des mineur·e·s étranger·e·s non accompagnés·e·s en Europe : études de cas en France, en Grèce, en Irlande, en Italie et aux Pays-Bas, en anglais], PICUM, 2022, [18 ans et sans papiers : accompagner les enfants dans leur transition vers l'âge adulte](#), pp. 30-31, ainsi que le chapitre « Placement et après-placement » du présent document.

127 Centres d'accueil pour les personnes demandeuses d'asile.

128 Échange par email avec Nasc, 27 juin 2024.



Graz (Autriche) : Offrir une plateforme aux jeunes pour qu'ils puissent donner des formations

Région, ville ou pays	Graz (Autriche)
Format	Programme
Partenaires concernés	KAMA Graz
Groupe-cible	Personnes demandeuses d'asile pendant le traitement de leur dossier
Site Internet	www.facebook.com/KAMA.GRAZ/about_details

Les personnes demandeuses d'asile sont souvent confrontées à d'importantes difficultés lorsqu'elles veulent trouver un emploi en Autriche. Par conséquent, KAMA Graz¹²⁹ s'est donné pour mission de leur proposer des possibilités d'emplois qui ont du sens. Cette initiative vise à structurer la vie quotidienne de celles et ceux qui attendent le traitement de leur demande, et à faciliter la transition vers le marché du travail une fois les procédures d'asile terminées.

De 2015 à 2022, KAMA Graz a donné aux personnes demandeuses d'asile et aux personnes migrantes les moyens d'organiser et d'animer des formations de leur choix, accessibles à toutes les personnes intéressées, soit gratuitement, soit par le biais de participations libres. Ces personnes ont pu accéder à une plateforme pour proposer des formations et des ateliers sur un large éventail d'activités artisanales, de langues et de compétences (celles qu'elles souhaitent partager ou mettre en valeur). Elles ont pu fixer le contenu, la forme et la fréquence des cours en toute autonomie, et en tenant compte de la demande et de l'accompagnement des membres de KAMA.

KAMA Graz a accompagné la planification, l'organisation des lieux, la publicité, la présentation des formateurs-trices/enseignant-e-s/artistes, et a fourni des conseils ou une assistance en cas de besoin. Une équipe pluridisciplinaire de bénévoles a participé à

ce projet, et a veillé à ce que les dons aillent exclusivement aux responsables des cours réfugié-e-s ou migrant-e-s.

La participation à ces cours ou à ces sessions de formation a permis aux participant-e-s de mettre en valeur leurs compétences, d'avoir un aperçu de la structure du travail en Autriche, d'entamer une vie sociale et d'améliorer leur allemand. En enseignant aux populations locales la langue, la musique, l'artisanat ou la cuisine, les jeunes ont vu leurs capacités renforcées et, surtout, n'ont pas été cantonné-e-s au rôle de bénéficiaires de prestations sociales. Au contraire, ils et elles ont contribué à la vie de la communauté en tant qu'enseignant-e-s et médiateurs-trices culturel-le-s.

À la suite du programme, des enseignant-e-s ont commencé à travailler de manière indépendante. Au fil des ans, les formateurs-trices ont proposé des cours culturels (ateliers de fabrication de maquettes en bois, calligraphie persane), des expositions (comme Re-stART), des cours de langue et diverses activités sportives¹³⁰. Les formations ont attiré un public diversifié composé de résident-e-s locaux et de personnes réfugiées, contribuant ainsi à l'inclusion sociale des jeunes réfugié-e-s. Après le projet, les enseignant-e-s formé-e-s ont continué à encadrer le groupe de jeunes suivant, favorisant ainsi un cycle pérenne de transfert de connaissances.

129 KAMA Graz - Kurse von Asylsuchenden, MigrantInnen & Asylberechtigten, novembre 2022, [About KAMA Graz - Kurse von Asylsuchenden, MigrantInnen & Asylberechtigten](#) [en anglais, Facebook, consulté le 12 décembre 2023].

130 KAMA Graz - Kurse von Asylsuchenden, MigrantInnen & Asylberechtigten, mai 2021, [Begleitprogramm](#) [en allemand, Facebook, consulté le 12 décembre 2023].

Participation et émancipation

Toscane et Émilie-Romagne (Italie) : Impliquer les personnes en après-placement dans le plaidoyer en faveur d'un logement adéquat

Région, ville ou pays	Échelles nationale et locale, avec des actions plus spécifiques à Bologne et à Florence
Format	Actions externes
Partenaires concernés	Oxfam Italie et Agevolando
Groupe-cible	Personnes en après-placement (mineur·e·s non accompagné·e·s et autres catégories de jeunes adultes)
Site Internet	www.agevolando.org www.oxfamitalia.org

Agevolando est une organisation dirigée par des personnes en après-placement, établie à Bologne en 2010 pour promouvoir les droits, la participation et le bien-être des jeunes sortants. L'organisation, qui travaille avec et par l'intermédiaire de ces derniers, a été créée pour trouver des solutions aux difficultés rencontrées par les jeunes après avoir quitté les structures ou familles d'accueil. Oxfam Italie concentre son travail politique et programmatique sur les migrations, afin de lutter contre les inégalités qui affectent fortement les personnes migrantes. Dans ce cadre, l'organisation travaille avec et pour les mineur·e·s non accompagné·e·s et connaît les difficultés auxquelles sont confronté·e·s les mineur·e·s non accompagné·e·s qui passent à l'âge adulte.

Oxfam Italie et Agevolando ont mis en place un projet conjoint intitulé « In my place. Advocacy actions to support young migrants' access to adequate housing » (2022-2024). L'objectif principal de ce projet est d'utiliser le plaidoyer pour faciliter l'accès à un logement adéquat pour les jeunes migrant·e·s et les jeunes italien·ne·s de 18 à 21 ans en après-placement. La gouvernance du logement social se fait sur plusieurs échelons en Italie, et les activités de plaidoyer ont donc été menées à la fois

au niveau national et au niveau local. Cependant, le projet s'est surtout concentré sur deux régions (la Toscane et l'Émilie-Romagne) et sur leurs chefs-lieux, respectivement Florence et Bologne, où les personnes migrantes et les Italien·ne·s en après-placement doivent surmonter de grandes difficultés pour accéder à un logement adéquat.

Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants : a) influencer les politiques et les mécanismes de financement afin d'améliorer l'accès au logement social pour les jeunes migrant·e·s et pour les personnes en après-placement, b) générer un débat public sur les pratiques discriminatoires dans les secteurs de l'immobilier et de la location, et c) renforcer la participation des jeunes concerné·e·s dans les activités de plaidoyer.

Londres (Royaume-Uni) : Brighter Futures amplifie les voix des jeunes migrant·e·s

Région, ville ou pays	Londres (Royaume-Uni)
Format	Programme
Partenaires concernés	Praxis et Kazzum Arts
Groupe-cible	Jeunes issu·e·s de l'immigration et âgés de 18 à 25 ans, indépendamment de leur statut migratoire
Site Internet	www.brighterfutureslondon.co.uk

Brighter Futures¹³¹ est un groupe de soutien par les pairs qui se consacre à amplifier les voix des jeunes de 18 à 25 ans confronté·e·s à des problèmes d'immigration. Tous les mercredis, le groupe se réunit dans les locaux de Praxis, dans le quartier londonien de Bethnal Green, et ouvre ainsi un espace où peuvent avoir lieu des discussions ouvertes sur des questions pertinentes, un soutien mutuel et la planification stratégique de campagnes et d'événements visant à relever les défis et à susciter un changement social¹³². Les rassemblements permettent également des activités récréatives, favorisant la camaraderie par le biais de jeux et de repas partagés. Pour reprendre les termes des jeunes eux-mêmes : « Brighter Futures c'est la famille, les repas et le sentiment que, quelle que soit la durée de son absence, il y a toujours quelqu'un qui se soucie de nous »¹³³.

Au Royaume-Uni, la politique de l'État vise à créer un « environnement hostile » pour les personnes migrantes¹³⁴, particulièrement pour celles qui n'ont pas de papiers. Cette politique a gravement limité les choix et le contrôle que les jeunes ont sur les

différents aspects de leur vie. Cette situation, associée à des récits imprégnés de racisme institutionnalisé, dépeint souvent les jeunes migrant·e·s comme des victimes ou comme des « illégaux ». Brighter Futures s'efforce de redonner du pouvoir et du contrôle aux jeunes qui se trouvent sans capacité d'action et sans droits en raison de leur situation. Cet objectif est atteint grâce à de l'éducation sur leurs droits et sur les prestations auxquels ils et elles peuvent prétendre, ainsi qu'à un soutien mutuel dans les parcours individuels visant à obtenir un titre de séjour ou un statut migratoire stable. En outre, le groupe s'engage collectivement dans des campagnes de plaidoyer en faveur de changements systémiques.

Le groupe utilise différentes plateformes pour diffuser son message. Par exemple, en 2018 et 2019, il a produit un podcast intitulé Migrant Hot Topics¹³⁵, où il a partagé ses idées et ses réflexions sur les systèmes qui ont un impact sur la vie quotidienne et sur l'influence des images de personnes migrantes sur les perceptions du public. Sa campagne en cours, intitulée Our Home, Our Rights, est axée sur

131 Brighter Futures, [About us](#), page Internet [À propos, en anglais, consultée le 10 octobre 2023].

132 Brighter Futures, [How can we help?](#), page Internet [Comment pouvons-nous aider ?, en anglais, consultée le 1^{er} février 2024].

133 Brighter Futures, [In our own words](#), page Internet [Avec nos propres mots, en anglais, consultée le 1^{er} février 2024].

134 Pour en savoir plus sur la politique de l'environnement hostile du Royaume-Uni, voir par exemple Université de Portsmouth, 6 janvier 2021, [What is the 'hostile environment' ? An introduction to immigration policy in Britain](#) [Qu'est-ce que l'environnement hostile ? Introduction à la politique migratoire de la Grande-Bretagne, en anglais, consulté le 10 juillet 2024].

135 Brighter Futures, [Migrant Hot Topics](#), page Internet [en anglais, consultée le 5 août 2024].

les problèmes de logement des personnes migrantes et a abouti à la création d'un recueil de poèmes¹³⁶ et d'un manifeste sur l'hébergement¹³⁷. En outre, le groupe exprime activement ses points de vue sur des sujets qui le concernent par le biais de divers canaux, notamment la BBC, des réunions parlementaires et des séances aux Nations unies. En 2023 notamment, les membres de Brighter Futures se sont exprimés sur BBC News¹³⁸ et sur BBC Radio 4¹³⁹ sur l'impact du retard de traitement des demandes d'asile. En 2020, il a été invité à s'exprimer devant le Groupe

parlementaire multipartite¹⁴⁰ sur l'état de la politique de non-recours aux fonds publics et a rencontré le Rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, Philip Alston, pour discuter de la pauvreté subie par les jeunes migrant-e-s au Royaume-Uni¹⁴¹. Le dernier projet en date du groupe est la création d'un Zine¹⁴² portant sur le bien-être et sur la nécessité d'exprimer des émotions positives : « Dans un monde de division et de peur, la positivité est un acte radical qui répond à un environnement hostile impactant nos vies »¹⁴³.

136 Brighter Futures, 2023, [Our home, our rights, a poetry collection](#) [Notre maison, nos droits – Recueil de poèmes, en anglais]

137 Brighter Futures, 2023, [Our home, our rights, housing manifesto](#) [Notre maison, nos droits – Manifeste sur l'hébergement, en anglais]

138 Brighter Futures, 24 août 2023, « [I struggle not knowing what the future holds](#) », page Internet [« J'ai du mal parce que je ne sais pas de quoi mon avenir sera fait », en anglais, consultée le 10 juillet 2024] ; BBC, 24 août 2023, ['I struggle not knowing what the future holds' – Asylum backlog reaches record high](#) [« J'ai du mal parce que je ne sais pas de quoi mon avenir sera fait » : Le retard de traitement des demandes d'asile atteint un nouveau record, en anglais]

139 Brighter Futures, 24 août 2023, [Interview on asylum backlog on BBC radio 4](#) [Interview sur le retard de traitement des demandes d'asile sur BBC Radio 4, en anglais]

140 Brighter Futures, mars 2020, [Speaking up in Parliament at the APPG on No Recourse to Public Funds](#), page Internet [Prise de parole au Parlement devant le Groupe parlementaire multipartite au sujet du non-recours aux fonds publics, consultée le 1^{er} juillet 2024]

141 Brighter Futures, mars 2019, [Meeting with the United Nations](#), page Internet [Réunion avec les Nations unies, consultée le 10 juillet 2024].

142 « Zine : Petite publication physique en ligne, produite par des moyens non commerciaux » (définition traduite de l'anglais et tirée de Britannica, [Zine](#)) [consultée le 4 juillet 2024].

143 Échange par email avec Praxis, 25 juin 2024.



Échanges transfrontaliers et apprentissage par les pairs

UAC Futures : Échange de bonnes pratiques entre la Grèce, l'Espagne et les Pays-Bas

Région, ville ou pays	États membres du Conseil de l'Europe, notamment la Grèce, les Pays-Bas et l'Espagne
Format	Projet multilatéral
Partenaires concernés	Conseil de l'Europe, Commission européenne, Secrétariat spécial pour la protection des mineur-e-s non accompagné-e-s du ministère grec de la Migration et de l'Asile, SolidarityNow, Fundación Cepaim-Convive et Stichting Nidos
Groupe-cible	Personnes et institutions travaillant avec des enfants, en particulier des mineur-e-s non accompagné-e-s, et jeunes en transition vers l'âge adulte
Site Internet	www.coe.int/fr/web/special-representative-secretary-general-migration-refugees/multilateral-project

Le projet multilatéral « Assurer l'avenir, partager les bonnes pratiques : la transition des enfants migrants vers l'âge adulte – UACFutures »¹⁴⁴ vise à améliorer l'aide apportée aux mineur-e-s non accompagné-e-s lors de leur transition vers l'âge adulte. Il s'est déroulé de janvier 2022 à juin 2023, et il a mis l'accent sur la Grèce, les Pays-Bas et l'Espagne. Il était axé sur quatre domaines : le soutien psychologique, le soutien juridique, l'accès à l'éducation et au marché du travail, et l'accès au logement.

Pour favoriser les avancées dans ces quatre domaines, le projet a réuni diverses parties prenantes, y compris d'autres États membres du Conseil de l'Europe, facilitant ainsi l'échange de pratiques prometteuses et de solutions pratiques sur le terrain. Trois visites d'étude, plusieurs ateliers internationaux, des sessions de formation nationales et deux conférences¹⁴⁵ ont été organisés et plusieurs ressources ont été développées, notamment :

- Une [feuille de route](#) pour une « transition fluide » vers l'âge adulte qui a été conçue en s'appuyant sur des entretiens avec des jeunes¹⁴⁶ ;
- Un [Manuel sur la transition vers l'âge adulte des mineur-e-s migrant-e-s non accompagné-e-s](#) visant à fournir aux personnes travaillant avec des enfants et des jeunes en transition vers l'âge adulte des connaissances, des conseils concrets, des outils et des idées pour mieux soutenir la transition. Il couvre le renforcement des systèmes, les droits fondamentaux, le soutien juridique, l'impact et le soutien psychologiques, l'accès à l'éducation, à la formation, au marché du travail et au logement¹⁴⁷ ;
- Un [compendium de bonnes pratiques](#) présentant les bonnes pratiques de la Belgique, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, des Pays-Bas et de l'Espagne¹⁴⁸ ;

144 Conseil de l'Europe, 2022, [Assurer l'avenir, partager les bonnes pratiques : la transition des enfants migrants vers l'âge adulte](#).

145 Présidence islandaise et Conseil de l'Europe, 2023, [Atteindre l'âge de 18 ans en toute confiance : Soutenir les enfants migrant-e-s et réfugié-e-s en transition vers l'âge adulte – Rapport de l'événement international de lancement \[en anglais\]](#)

146 Aroni, G., 2023, [Roadmap to adulthood: Milestones towards a smooth transition into adulthood \[Feuille de route vers l'âge adulte : les étapes d'une transition fluide vers l'âge adulte, en anglais\]](#), République hellénique, Secrétariat spécial pour la protection des mineur-e-s non accompagné-e-s.

147 Conseil de l'Europe, 2023, [Toolkit on the transition of unaccompanied migrant children to adulthood \[Outils pour la transition vers l'âge adulte des mineur-e-s non accompagné-e-s et migrant-e-s, en anglais\]](#).

148 Conseil de l'Europe, 2023, [The transition of unaccompanied migration children to adulthood: a compendium of good practices \[La transition vers l'âge adulte des mineur-e-s non accompagné-e-s et migrant-e-s – Compendium de bonnes pratiques, en anglais\]](#).

- Un [module HELP](#) en ligne, gratuit et dédié à la transition vers l'âge adulte à destination des juristes et des autres professionnel-le-s¹⁴⁹ ;
- Trois vidéos de sensibilisation (disponibles sur YouTube) : « [I woke up 18](#) » (« À mon réveil, j'avais 18 ans »), « [I woke up 18: Bubarak's story in his own words](#) » (« À mon réveil, j'avais 18 ans : Bubarak nous raconte son histoire ») et « [Yesterday I dreamed of you](#) » (« Hier, j'ai rêvé de toi »)¹⁵⁰.

UAC Futures était coordonné par le Conseil de l'Europe, cofinancé par le Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF) de l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, et mis en œuvre conjointement avec le Secrétariat spécial pour la protection des mineur-e-s non accompagné-e-s du ministère grec de la Migration et de l'Asile et avec trois organisations de la société civile : Solidarity Now en Grèce, Stichting Nidos aux Pays-Bas et Fundación Cepaim-Convive en Espagne.

U-CARE : Un projet de renforcement des capacités pour les mineur-e-s non accompagné-e-s bénéficiant d'un placement alternatif

Région, ville ou pays	Belgique, Allemagne et Grèce
Format	Projet multilatéral
Partenaires concernés	OIM Belgique, OIM Allemagne, OIM Grèce, Pleegzorg Vlaanderen, ARSIS, Fedasil
Groupe-cible	Spécialistes travaillant avec des mineur-e-s non accompagné-e-s
Site Internet	https://belgium.iom.int/unaccompanied-children-alternative-residence-u-care

Le projet Unaccompanied Children in Alternative Residence (U-CARE, « Mineurs non accompagnés en hébergement alternatif »), supervisé par l'OIM Belgique, s'est efforcé de contribuer au développement et à l'amélioration des systèmes alternatifs de placements non institutionnels des mineur-e-s non accompagné-e-s en Belgique, en Allemagne et en Grèce. Pour ce faire, l'OIM Belgique, l'OIM Grèce et l'OIM Allemagne ont travaillé avec de nombreuses parties prenantes différentes, y compris deux partenaires locaux : Pleegzorg Vlaanderen (Belgique) et l'ARSIS (Grèce). Le projet a été financé par le Fonds asile, migration et intégration de l'Union européenne

(AMIF 2014-2020) et a été mis en place entre janvier 2021 et août 2022. Tout au long du projet, des efforts actifs ont été faits pour inclure les points de vue des mineur-e-s non accompagné-e-s.

Le projet était structuré en quatre grands objectifs. Le premier consistait à mobiliser, recruter et former des familles d'accueil en Belgique et en Grèce, en mettant l'accent sur les prestataires de services de placement familial issus de l'immigration et sur la formation de professionnel-le-s au sein des systèmes nationaux de protection de l'enfance. Le deuxième objectif consistait à élaborer un mode d'emploi détaillant

des prototypes de modes de vie alternatifs adaptés aux mineur-e-s non accompagné-e-s proches de la majorité. Le troisième objectif visait à développer le manuel de formation élaboré dans le cadre du projet Fostering Across Borders à l'intention des professionnel-le-s du placement familial et de celles et ceux qui travaillent avec des mineur-e-s non accompagné-e-s. Enfin, le projet visait à sensibiliser et à encourager les échanges sur les solutions alternatives de placement des mineur-e-s non accompagné-e-s, en dialoguant avec les parties prenantes nationales, en organisant des ateliers thématiques et en mettant en place des séances de sensibilisation.

Les résultats du projet sont les suivants :

- Lancement d'une campagne de recrutement ciblant spécifiquement les familles d'accueil issues de l'immigration, notamment une [vidéo de recrutement](#)¹⁵¹, des publications sur les réseaux sociaux, des brochures d'information et les [lignes directrices de U-CARE sur le recrutement des familles d'accueil](#)¹⁵² ;
- Un [rapport sur les bonnes pratiques](#) concernant le recrutement de familles d'accueil dans les communautés de migrant-e-s¹⁵³ ;
- Des manuels de formation en plusieurs langues pour la Belgique, la Grèce et l'Allemagne, offrant des conseils sur la prise en charge des enfants migrant-e-s non accompagné-e-s et sur l'intégration des spécificités culturelles dans la prise en charge ;

Des dépliants contenant des informations sur les pays d'origine des mineur-e-s non accompagné-e-s et les raisons de leur migration ;

Un [document d'orientation](#) pour les praticien-ne-s, travaillant au niveau local, régional ou national, impliqué-e-s dans la protection alternative de mineur-e-s non accompagné-e-s, avec un accent particulier sur les personnes en transition vers l'âge adulte et l'indépendance¹⁵⁴. Il comprend trois prototypes de protection, avec une feuille de route pour chacun d'entre eux portant sur l'utilisation et l'application des pratiques et des recommandations ;

Un [rapport consolidé](#) décrivant les options alternatives de placement pour les mineur-e-s non accompagné-e-s et les ancien-ne-s mineur-e-s non accompagné-e-s¹⁵⁵. Il décrit le système actuel d'accueil et de protection en Allemagne, en mettant l'accent sur des pratiques prometteuses en matière d'hébergement des personnes en après-placement, telles que les unités de vie semi-indépendantes et les foyers étudiants/communautaires ;

Un [rapport d'analyse](#) sur les consultations en matière de placement familial, qui s'appuie sur des discussions de groupe et des entretiens avec des mineur-e-s non accompagné-e-s résidant dans des hébergements belges, ainsi que sur des groupes de discussion impliquant des travailleurs sociaux, des tuteurs-trices légaux, des familles d'accueil et des membres de la diaspora¹⁵⁶.

151 OIM Belgique et Luxembourg, 2022, [U-CARE : Foster Care for Unaccompanied Migrant Children - information video \(long\)](#) [U-CARE : Les familles d'accueil des mineur-e-s migrant-e-s et non accompagné-e-s : vidéo d'information (version longue), en anglais].

152 OIM Belgique et Pleegzorg Vlaanderen, 2022, [Procédure opérationnelle : Recrutement de familles d'accueil dans les communautés de migrant-e-s](#).

153 OIM, 2021, [Best Practice Report : Recruiting Foster Care Providers in migrant Communities](#) [Rapport sur les bonnes pratiques : Le recrutement de familles d'accueil dans les communautés de personnes migrantes, en anglais].

154 OIM, 2021, [Prototypes de protection de la transition vers l'âge adulte](#).

155 OIM, 2021, [Consolidation Report, Alternative Care for unaccompanied migrant children, transition to adulthood](#) [Rapport consolidé : Placements alternatifs pour les mineur-e-s migrant-e-s et non accompagné-e-s, transition vers l'âge adulte, en anglais].

156 OIM, 2022, [Analysis Report, consultations on Foster Care](#) [Rapport d'analyse : Consultations sur les placements, en anglais].

149 Conseil de l'Europe, 2023, [The transition of migrant and refugee children to adulthood](#) [La transition des enfants migrant-e-s et réfugié-e-s vers l'âge adulte, en anglais], HELP Online Module.

150 SolidarityNow, 2022, « [I woke up 18](#) », vidéo [« À mon réveil, j'avais 18 ans », en anglais] ; SolidarityNow, 2022, « ["I Woke Up 18" : Bubarak's story in his own words](#) » [« À mon réveil, j'avais 18 ans : Bubarak nous raconte son histoire », en anglais], vidéo ; Fundación Cepaim, 2023, « [Yesterday I dreamed of you](#) » [« Hier, j'ai rêvé de toi », en anglais], vidéo.



Recommandations et stratégies à destination des États

Conseil de l'Europe : Recommandation et orientations pour accompagner les mineur-e-s qui atteignent la majorité

Région, ville ou pays	États membres du Conseil de l'Europe ¹⁵⁷ .
Format	Politique
Partenaires concernés	Comité des ministres du Conseil de l'Europe, Conseil mixte de la jeunesse, Service de la jeunesse du Conseil de l'Europe et autres parties prenantes
Groupe-cible	Mineur-e-s non accompagné-e-s
Lien	Recommandation CM/Rec(2019)4 du Comité des Ministres aux États membres sur l'aide aux jeunes réfugié-e-s en transition vers l'âge adulte

En 2019, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une [recommandation](#) aux gouvernements des États membres contenant des lignes directrices visant à garantir que les jeunes personnes réfugiées reçoivent le soutien nécessaire lors de leur passage à l'âge adulte¹⁵⁸. Cette recommandation est la seule orientation supranationale spécifiquement axée sur la transition des enfants migrant-e-s vers l'âge adulte. Elle a été proposée à l'origine par le Conseil mixte de la jeunesse, avec la participation d'organisations de jeunesse dirigées par des personnes migrantes et par des personnes réfugiées. Elle couvre différents aspects, allant de l'accès aux services sociaux, au logement et aux prestations sociales à l'éducation et aux soins de santé, en passant par les « projets de vie ». Elle souligne également le rôle que le travail de jeunesse peut jouer dans cette phase de la vie. Cette recommandation a également influencé le plan d'action 2021-2025 du Conseil de l'Europe sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe »¹⁵⁹.

Bien que la recommandation soit limitée aux personnes ayant obtenu le statut de réfugiées, aux personnes demandeuses d'asile et à celles qui peuvent demander l'asile, il faut souligner que les États membres du Conseil de l'Europe sont tenus de protéger tous les droits inscrits dans la Convention européenne des droits de l'homme de toute personne relevant de leur juridiction. En d'autres termes, la recommandation et son [guide pratique](#)¹⁶⁰ peuvent être compris comme concernant également les enfants et les jeunes sans papiers. Le guide comprend des conseils concrets et des exemples de pratiques dans toute la zone d'action du Conseil de l'Europe.

¹⁵⁷ Liste des États membres du Conseil de l'Europe [consultée le 26 juin 2024].

¹⁵⁸ Recommandation [CM/REC\(2019\)4](#) du Comité des Ministres aux États membres sur l'aide aux jeunes réfugié-e-s en transition vers l'âge adulte

¹⁵⁹ Conseil de l'Europe, 2021, [Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe \(2021-2025\)](#). Il fait suite au [Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants réfugiés et migrants en Europe \(2017-2019\)](#).

¹⁶⁰ Conseil de l'Europe, 2023, [Atteindre l'âge de 18 ans en toute confiance – Guide pratique de la Recommandation du Comité des Ministres sur l'aide aux jeunes réfugiés en transition vers l'âge adulte](#). Disponible aussi en anglais.

Catalogne (Espagne) : Stratégie pour l'accueil et l'inclusion des jeunes personnes migrantes non accompagnées

Région, ville ou pays	Catalogne (Espagne)
Format	Politique
Partenaires concernés	Gouvernance conjointe avec les municipalités locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes
Groupe-cible	Mineur-e-s non accompagné-e-s
Lien	Estratègia catalana per a l'acollida i la inclusió dels infants i joves emigrats sols

En 2019, le gouvernement catalan a présenté sa [Stratégie pour l'accueil et l'inclusion des jeunes migrant-e-s et non accompagné-e-s](#)^{161,162}. L'objectif premier de cette stratégie est, selon le gouvernement, d'accueillir, d'inclure et d'autonomiser les mineur-e-s non accompagné-e-s, ainsi que de leur donner un rôle plus important dans l'organisation de leur vie et de leur avenir. L'élaboration de la stratégie a impliqué des professionnel-le-s qui travaillent avec des mineur-e-s non accompagné-e-s, des organisations de la société civile, des syndicats et d'autres parties prenantes. En outre, 811 mineur-e-s non accompagné-e-s ont répondu à une enquête, ce qui a permis à l'État de mieux comprendre les différents profils de mineur-e-s non accompagné-e-s en Catalogne.

L'un des objectifs de cette stratégie est d'impliquer davantage les mineur-e-s non accompagné-e-s dans les décisions qui affectent leur avenir, grâce à l'établissement d'un dossier personnel, d'un projet éducatif individuel et d'un plan d'émancipation.

Un autre objectif porte sur l'émancipation et la prise en charge des personnes âgées de 18 ans et plus. La stratégie prévoit un élargissement des possibilités de logement pour les jeunes de 16 à 21 ans, en lien avec des programmes d'emploi. En outre, les programmes existants axés sur la formation et sur l'éducation sont ou seront adaptés pour mieux répondre aux besoins spécifiques des mineur-e-s non accompagné-e-s qui passent à l'âge adulte. Par ailleurs, un projet de tutorat, dont la phase pilote s'est déroulée dans les villes de Gérone et de Barcelone, sera étendu à l'ensemble de la Communauté autonome de Catalogne. Cette stratégie vise également à sensibiliser et à lutter contre la stigmatisation des mineur-e-s non accompagné-e-s. Ce travail implique un dialogue avec l'Association catalane des journalistes, une collaboration qui travaille à garantir une représentation exacte et empathique des mineur-e-s non accompagné-e-s dans les médias.

¹⁶¹ Generalitat de Catalunya, Departament de Treball, Afers Socials i Famílies, 2019, [Estratègia catalana per a l'acollida i la inclusió dels infants i joves emigrats sols](#).

¹⁶² Generalitat de Catalunya, Departament de Drets Socials, 25 janvier 2019, [El Homrani : « El treball conjunt de Govern, entitats, col·legis, sindicats i món local culmina amb la 1a Estratègia catalana per a l'acollida i la inclusió dels joves emigrats sols »](#).

Annexe : Ressources complémentaires

Les ressources PICUM suivantes concernent la transition des enfants migrants vers l'âge adulte ou l'accompagnement des enfants et des jeunes sans papiers :

- Le rapport « [18 ans et sans papiers : accompagner les enfants dans leur transition vers l'âge adulte](#) » se penche sur les principaux problèmes à l'origine d'une transition précaire vers l'âge adulte (sans papiers) en Europe. Il inclut également, dans son annexe, des descriptions approfondies de mécanismes et de programmes de régularisation ouverts aux mineur-e-s et aux jeunes en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Grèce, au Royaume-Uni et en Suède. Le rapport et son résumé sont disponibles en anglais, en français et en espagnol sur la [page des publications de PICUM](#) ;
- La courte vidéo animée « [Un pas dans le vide : la transition vers l'âge adulte des enfants migrants](#) » peut être utilisée à des fins de sensibilisation. Elle est disponible avec des sous-titres [anglais](#), [français](#) et [espagnols](#) ;
- La publication « [Orientation pour les décideurs politiques et les professionnel-le-s sur les mécanismes de régularisation pour les personnes en transition vers l'âge adulte](#) » peut aider des responsables politiques, des juristes et des militant-e-s dans leurs travaux ;
- Le [Manual on regularisations for children, young people and families](#) [Manuel sur la régularisation du statut des enfants, des jeunes et des familles, en anglais] de 2018, son [résumé](#) et ses [points de débat](#) comprennent des campagnes de sensibilisation, des mécanismes de régularisation et des programmes ciblant spécifiquement les enfants ou les jeunes – parfois spécifiquement liés à leur passage à l'âge adulte ;
- La vidéo animée « [Best interests procedures](#) » [Procédures en matière d'intérêt supérieur, en anglais] explique à quoi devrait ressembler une procédure de migration visant à identifier une solution durable dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle s'appuie sur le document conjoint des Nations unies et de la société civile, daté de 2019 et intitulé [Guidance to respect children's rights in return policies and practices – Focus on the EU legal framework](#) [Note d'orientation pour respecter les droits de l'enfant dans le cadre des politiques et pratiques de retour – Le cadre juridique de l'UE, en anglais]
- Le manuel « [Enseignements tirés en vue d'aider les jeunes sans papiers à promouvoir le changement](#) » veut inspirer les organisations établies, non dirigées par des jeunes, à réfléchir à leur soutien aux jeunes (sans papiers) qui militent pour le changement. Il est basé sur les discussions qui ont eu lieu lors d'un atelier organisé par PICUM en septembre 2022. Le manuel est disponible en [anglais](#), [français](#) et [espagnol](#).

Pour consulter toutes les ressources publiées par PICUM, rendez-vous sur le site www.picum.org.



PICUM

For undocumented migrants,
for social justice.

Rue du Congrès 37
1000 Brussels, Belgium
Tel: +32 2 883 68 12
info@picum.org
www.picum.org